ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DE LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION

DEPF

Boulevard Mohamed V.
Quartier Administratif,
Rabat-Chellah Maroc

E : depf@depf.finances.gov.ma
W : depf.finances.gov.ma
T : (+212) 537.67.74.15/16

NOTE DE CONJONCTURE

DIRECTION DES ETUDES ET DES PREVISIONS FINANCIERES

N° 285/ Novembre 2020

Sommaire

PARTIE 1	ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
01	ECONOMIES AVANCÉES
02	ECONOMIES ÉMERGENTES
03	MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES
PARTIE 2	ENVIRONNEMENT NATIONAL
01	TENDANCES SECTORIELLES
02	DEMANDE INTERIEURE
03	ECHANGES EXTERIEURS
04	FINANCES PUBLIQUES
05	FINANCEMENT DE L'ECONOMIE
PARTIE 3	TABLEAU DE BORD

Des signes de reprise sur fond de résultats encourageants des essais vaccinaux contre la Covid-19

Après une chute brutale au deuxième trimestre, sous l'effet des retombées négatives de la crise sanitaire de la Covid-19 et de la sécheresse, l'activité économique nationale commence à montrer des signes de redressement.

Sur le plan sectoriel, les baromètres conjoncturels laissent augurer des signaux positifs dans plusieurs secteurs à l'exception de certaines branches d'activité comme le tourisme. C'est le cas, notamment, pour certaines filières industrielles, dont l'automobile, l'électronique, le «textile et cuir» et l'agroalimentaire, en ligne avec le redressement du taux d'utilisation des capacités de production et avec le regain d'optimisme au niveau des exportations durant le mois de septembre.

Le secteur du BTP enregistre une atténuation significative de la baisse des ventes de ciment, mais tout en présentant une évolution modeste lors des derniers mois.

Au niveau de la demande intérieure, la consommation des ménages demeure relativement atone, pâtissant des effets négatifs de la sécheresse sur les revenus des ménages ruraux et de l'impact sévère de la crise sanitaire sur le marché de travail qui a occasionné une perte nette de 581 mille postes d'emploi au troisième trimestre 2020.

Cette faiblesse a été, toutefois, partiellement compensée par la vigueur des transferts effectués par les MRE au profit de leurs familles installées au Maroc et par l'aide financière d'une somme de 21 milliards de dirhams octroyée par l'Etat à travers le Fonds Spécial Covid19 au profit de près de 6 millions de ménages, dans un contexte toujours marqué par une évolution modérée des prix à la consommation.

Par ailleurs, la persistance du recul des importations en biens d'équipement, conjuguée au repli de l'investissement budgétaire, traduit une baisse de l'effort d'investissement.

Au niveau des échanges extérieurs, la reprise des exportations enregistrée en août s'est poursuivie en septembre, favorisée par la reprise graduelle de la demande extérieure adressée par les principaux partenaires extérieurs du Maroc. Cette dynamique des exportations, dans un contexte de baisse continue des importations, a contribué à l'atténuation du déficit commercial qui s'est replié de 22%, entrainant dans ce sillage une amélioration du taux de couverture de 3 points par rapport à fin septembre 2019.

Compte-tenu de la reprise des recettes des MRE et de l'encaissement des recettes en devises au titre du dernier emprunt du Trésor à l'international, les avoirs officiels de réserve ont été renforcés pour s'établir à 7 mois et 16 jours d'importations de biens et services à fin septembre.

Consécutivement aux retombées négatives de la crise Covid-19 sur les finances publiques, **la situation des charges et ressources du Trésor** fait état d'un creusement du déficit budgétaire de 14 milliards de dirhams à fin octobre, sous l'effet de la poursuite du recul des recettes ordinaires, conjuguée à une progression continue des dépenses.

Sur le plan du financement de l'économie, l'encours des crédits bancaires poursuit son évolution positive à fin septembre, tirée principalement par les crédits accordés aux sociétés non financières. De leur côté, les index boursiers MASI et MADEX continuent d'afficher des résultats négatifs au terme des dix premiers mois de l'année, hormis la performance enregistrée durant le mois d'octobre.

Cette dynamique conjoncturelle a eu lieu dans un contexte international marqué par une reprise vigoureuse de l'économie mondiale au troisième trimestre 2020, notamment aux Etats-Unis et dans la zone euro. Le scénario de reprise économique mondiale est conforté par des résultats prometteurs des essais de certains vaccins Covid-19, renforçant l'espoir d'une maitrise rapide de la pandémie. Néanmoins, de par l'ampleur des coûts économiques et sociaux induits par la crise de la Covid-19, les perspectives qui se dessinent demeurent entachées d'incertitudes et évolueraient au gré de l'efficacité des mesures de soutien déployées partout dans le monde pour restaurer le dynamisme de l'activité économique.

Direction des Études et des Prévisions Financières

Synthèse

N.B. : Sauf indication contraire, les évolutions présentées, dans la note, sont en glissement annuel.

Environnement international

- **Economie mondiale** : forte reprise de l'activité au troisième trimestre 2020, suite au déconfinement après la première vague Covid-19. La croissance économique devrait s'essouffler au quatrième trimestre, suite à la résurgence des infections en Europe et aux Etats-Unis, avant de s'améliorer progressivement en 2021, en perspective de la levée des restrictions et du déploiement des vaccins contre le Covid-19.
- **Zone euro** : fort rebond du PIB au troisième trimestre (+12,6% après -11,8% au T2), soutenue par une reprise de la demande globale. Les principaux pays membres ont enregistré des progressions record de leur PIB.
- **Euro** : 1,19 dollar le 18 novembre, en hausse 5,6% depuis début 2020.
- **Pétrole** : 43 dollars le 18 novembre pour le baril du Brent, en repli de 35% depuis début 2020.

Tendances sectorielles

- **Secteur primaire** : bonne tenue de la production des filières arboricoles phares et reprise des exportations du secteur agricole et agroalimentaire (+9,3% au T3).
- **Secteur secondaire** : signes de redressement au T3, notamment au niveau des secteurs des mines (production de phosphate roche : +5%) et de l'énergie électrique (production : +0,7%).

  Relative amélioration du secteur industriel au T3, en ligne, notamment, avec l'accroissement du TUC (+11 points à 66,7%, par rapport au T2) et le redressement des exportations, particulièrement, de l'automobile (+26,7%), de l'agroalimentaire (+11,1%), de l'électronique (+0,8%) et de textile et cuir (+4%).
- **Secteur tertiaire** : Retrait du secteur touristique (arrivées : -78% à fin septembre) et évolution mitigée du secteur de transport, parallèlement à une performance globalement positive de l'activité des télécommunications.

Ménages & Entreprises

- **Pouvoir d'achat des ménages** : Impact négatif de la crise sanitaire, en rapport avec la baisse des crédits à la consommation (-2,1% à fin septembre) et la perte de 581.000 postes d'emplois au T3, relativement atténué par la maîtrise de l'inflation (+0,7% à fin septembre).
- **Investissement** : : Ralentissement reflété, notamment, par le repli des importations des biens d'équipement (-17,6% à fin septembre) et de l'investissement budgétaire (-6,1% à fin octobre).

1,19	43$/baril	+5%	12,7%
(le 18 novembre)	(le 18 novembre)	(T3-2020)	(T3-2020)
Parité euro/dollar	Brent	Phosphate roche (production)	Taux de chômage

Echanges extérieurs

- Allègement du déficit commercial de 22,2% et amélioration du taux de couverture de 3 points à fin septembre.
- Poursuite du redressement des exportations de biens au titre du T3 : +3,3% après -25,5% au T2.
- Les Avoirs Officiels de Réserve permettent de couvrir 7 mois et 16 jours d'importations de B&S.

Finances publiques

- La poursuite du repli des recettes ordinaires à fin octobre 2020 (-8,8%), notamment celles fiscales (-7,7%), conjointement à la hausse des dépenses ordinaires (+4,7%), s'est traduit par la persistance du creusement du déficit budgétaire (+38,5% à 50,5 milliards de dirhams).

Financement de l'Economie

- Amélioration de la croissance, en glissement annuel, des crédits bancaires à fin septembre 2020 (+5,2% après +4,9% l'année précédente), tirée, particulièrement, par les crédits au secteur non financier (+5,3% après +4%), notamment, ceux aux sociétés non financières (+7,2% après +2,9%), alors que la progression de ceux accordés aux ménages a ralenti (+2,5% après +4,5%).
- Amélioration des indices boursiers MASI & MADEX à fin octobre 2020 : hausse de 4,7% et 4,8% respectivement par rapport à fin septembre 2020, atténuant leur baisse par rapport à fin décembre 2019 à -14,1% et -14,2% après -17,9% et -18,2% le mois précédent.

NB : Sauf indication contraire, les évolutions sont en glissement annuel

60,8%
(fin septembre)
Taux de couverture

+26,7%
(T3-2020)
Exportations automobile

+5,2%
(fin septembre)
Crédits bancaires

-14,1% et -14,2%
(par rapport à fin décembre 2019)
MASI et MADEX

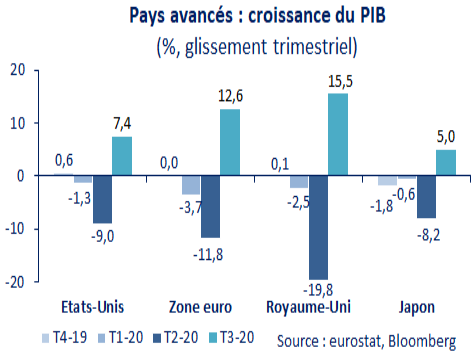
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1. ECONOMIES AVANCEES

Etats-Unis : résilience relative de l'économie, malgré la résurgence récente de la pandémie

33,1%
(au T3-2020)

USA
Croissance économique

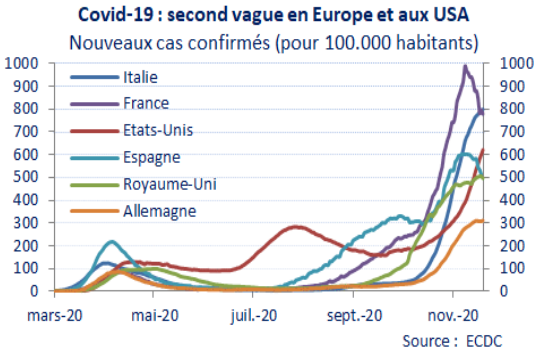


L'économie américaine a rebondi de 33,1% en rythme annualisé, après un repli de 31,4% au T2. Les dépenses des consommateurs sont soutenues par les mesures de soutien publiques et la baisse du chômage. La reprise devrait, cependant, s'essouffler au quatrième trimestre, freinée par la résurgence des infections Covid-19. Pour l'ensemble de l'année 2020, l'économie américaine devrait se contracter de 4,3%, sous l'effet de la crise sanitaire, avant de se redresser de 3,1% en 2021 (selon le FMI).

11,5 millions
(au 18 novembre)

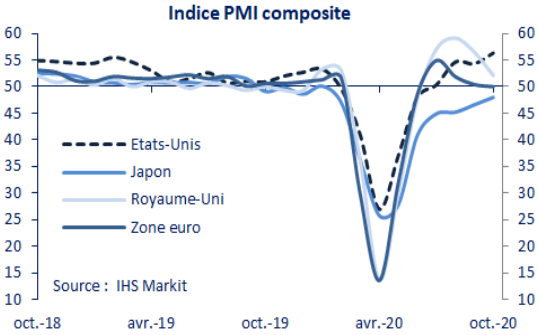
USA
Cumul des cas Covid-19

L'économie américaine reste confrontée à une grave crise sanitaire (11,5 millions cas et 250 mille décès au 18 novembre). La résurgence de la pandémie et la mise en place de nouvelles restrictions locales devrait freiner la croissance économique fin 2020. Toutefois, les résultats prometteurs de certains essais de vaccins Covid-19 (Pfizer/BioNTech, Moderna,…) renforcent l'espoir de la maitrise de la pandémie. Par ailleurs, la relance budgétaire et monétaire massive devrait aider à amortir le choc.



56,3
(en octobre)

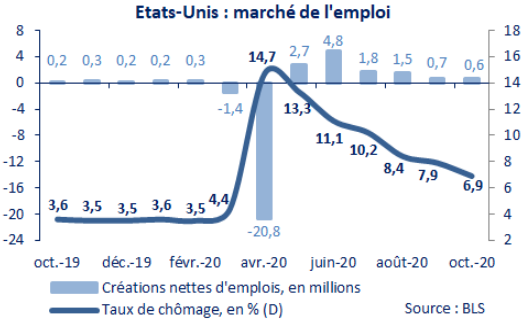
USA
Indice PMI composite



Les dernières données à haute fréquence signalent une certaine résilience de l'économie. La production industrielle a marqué une hausse en octobre (+1,1% après -0,4% en septembre). La croissance de l'activité du secteur privé s'est renforcée en octobre, comme le montre l'indice PMI composite (56,3 après 54,3 en septembre). Les ventes de détails ont, toutefois, progressé à un rythme ralenti (+0,3% après 1,6% en septembre). La résurgence de la pandémie a pesé sur la confiance des consommateurs.

6,9%
(en octobre)

USA
Taux de chômage



Le marché de l'emploi américain continue de se redresser. L'économie américaine a créé 638.000 postes nets en octobre après 672.000 en septembre. Le taux de chômage est tombé à 6,9% en octobre contre 7,9% en septembre et un pic de 14,7% en avril. Toutefois, l'impact de la crise sanitaire reste sensible. Environ 742.000 Américains ont demandé des allocations chômage la 2ème semaine de novembre, portant le cumul à plus de 68 millions depuis mi-mars.

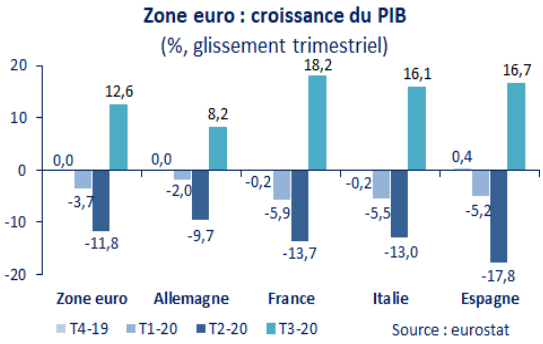
Le taux d'inflation reste faible (1,2% en octobre après 1,4% en septembre). Dans ce contexte, la Fed poursuit la mise en œuvre d'outils inédits de politique monétaire destinés à soutenir les ménages et les entreprises et à assurer le flux de crédit.

Zone euro : essoufflement de la croissance fin 2020, après une forte expansion au troisième trimestre

12,6%
(au T3-2020)

Zone euro
Croissance économique

Le PIB de la zone euro a marqué une forte expansion au troisième trimestre 2020 (+12,6% après une chute de 11,8% au T2), soutenue par une reprise de l'activité et de la demande globale. Les principaux pays membres ont enregistré des progressions record de leur PIB : France (+18,2% après -13,7%) ; Espagne (+16,7% après -17,8%) ; Italie (+16,1% après -13%) ; Allemagne (+8,2% après -9,7%). Toutefois, l'activité économique devrait s'affaiblir au quatrième trimestre, suite à la résurgence de la pandémie.

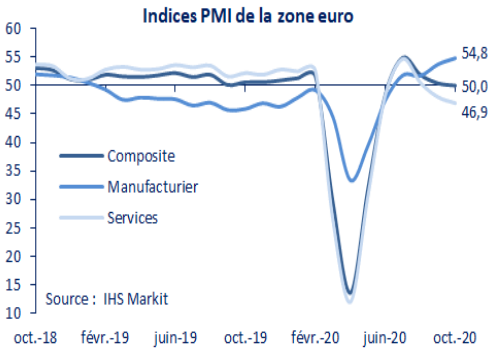


Pour l'ensemble de l'année 2020, l'économie de la zone euro devrait enregistrer une forte récession (-8,3% selon le FMI). La chute du PIB serait plus sévère en France (-9,8%), en Italie (-10,6%) et en Espagne (-12,8%) comparativement à l'Allemagne (-6%). L'impact sur l'économie de la zone euro devrait être atténué par les mesures de relance massives. En 2021, l'économie de la zone euro devrait enregistrer une nette reprise (+5,2%), sous l'hypothèse d'une maitrise de la pandémie grâce à des vaccins efficaces.

La reprise économique devrait être soutenue par un plan de relance de 750 milliards d'euros, adopté par le sommet européen en juillet, pour soutenir les pays, régions et secteurs plus touchés par la crise. Ce plan de relance sans précédent englobe 360 milliards de prêts et 390 milliards de subventions.

-0,4%
(en septembre)

Zone euro
Production industrielle

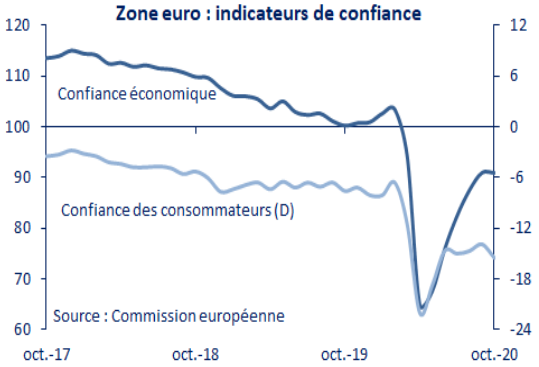


Les derniers indicateurs conjoncturels montrent une faiblesse de l'activité économique. La production industrielle a baissé en septembre (-0,4% après +0,6% en août). L'activité du secteur privé a marqué une stagnation, comme le signale l'indice PMI composite (50 en octobre après 50,4 en septembre). Parmi les principaux pays de la zone, l'activité globale s'est contractée en France (47,5 après 48,5), en Italie (49,2 après 50,4) et en Espagne (44,1 après 44,3). Par ailleurs, les ventes de détail ont marqué une baisse en septembre (-2% après +4,2% en août).

50
(en octobre)

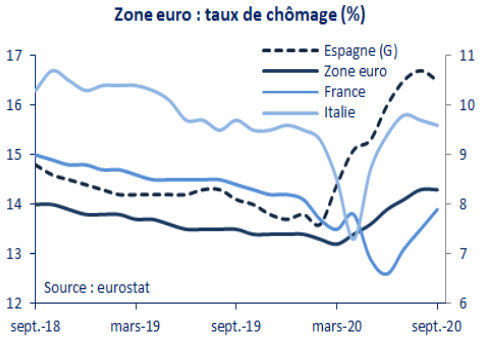
Zone euro
Indice PMI composite

L'indice ESI du sentiment économique en zone euro est resté inchangé en octobre (à 91,1 points), niveau bien en dessous de sa moyenne à long terme de 100 points. Parmi les grandes économies de la zone euro, l'ESI s'est amélioré en Allemagne (+1,5 point) et en Italie (+1,2), alors qu'il a reculé en France (-4,5) et en Espagne (-0,2). Par secteur, la confiance s'est renforcée dans l'industrie (+1,8) et le commerce de détail (+1,8), tandis qu'elle s'est dégradée dans les services (-0,6) et pour les consommateurs (-1,6).



8,3%
(en septembre)

Zone euro
Taux de chômage

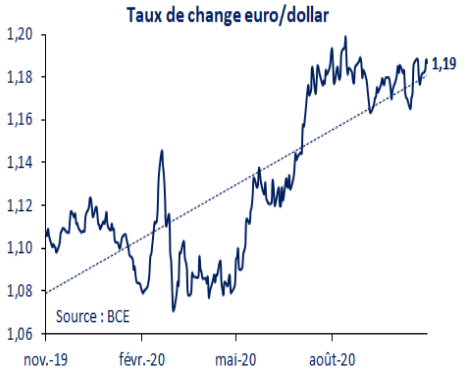


Le taux de chômage dans la zone euro est resté stable à 8,3% en septembre. Parmi les grands pays du bloc, le chômage a augmenté en France (+0,4 point à 7,9%), resté inchangé en Allemagne (à 4,5%) et reculé en Italie (-0,1 à 9,6%) et en Espagne (-0,2 à 16,5%). Pour lutter contre la montée du chômage liée à la pandémie Covid-19, l'UE a adopté un plan d'urgence, baptisé SURE, qui peut fournir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts à des conditions favorables aux États membres.

1,19 dollar
(le 18 novembre)

Zone euro
Parité euro/dollar

Sur le marché des changes, l'euro a atteint 1,19 dollar le 18 novembre, en hausse de 5,6% depuis début 2020, dans un contexte marqué par une politique monétaire ultra-accommodante. En effet, pour soutenir l'économie, la BCE a renforcé son « programme d'achats d'urgence face à la pandémie » pour le porter à 1,35 trillion d'euros. Toutefois, un euro fort alimente les risques déflationnistes. L'inflation en zone euro est restée négative pour le troisième mois consécutif en octobre (-0,3%).



Japon : forte reprise au troisième trimestre, soutenue par la demande intérieure et extérieure

5%
(au T3-2020)

Japon
Croissance économique

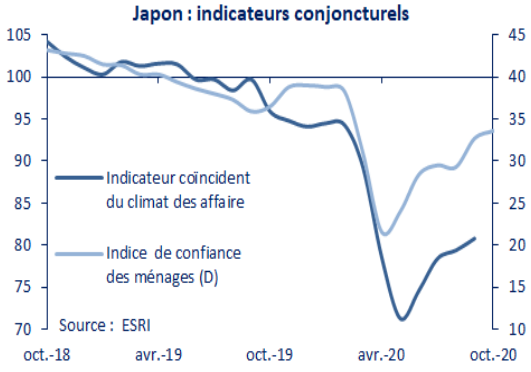
L'économie japonaise a progressé de 5% au troisième trimestre de 2020, le rythme le plus élevé jamais enregistré, après une chute record de 8,2% au second trimestre. L'activité et la demande ont fortement rebondi après les graves dommages causés par la crise du Covid-19. La consommation privée a augmenté pour la première fois en quatre trimestres (4,7% contre -8,1% au T2), tandis que les dépenses en capital se sont contractées à un rythme plus modéré (-3,4% contre -4,5%). En outre, la demande extérieure a contribué positivement au PIB, les exportations ayant augmenté pour la première fois en trois trimestres (7% contre -17,4%) tandis que les importations ont marqué une chute (-9,8% contre 2,2%).

Selon le FMI, l'économie du Japon devrait se contracter de 5,3% en 2020, affectée par les effets de la crise sanitaire mondiale, avant de rebondir de 2,3% en 2021.

Pour soutenir l'économie et aider les entreprises et les consommateurs à faire face à la crise Covid-19, les autorités japonaises ont annoncé des mesures de relance budgétaire et monétaire de grande envergure.

+3,9 %
(en septembre)

Japon
Production industrielle



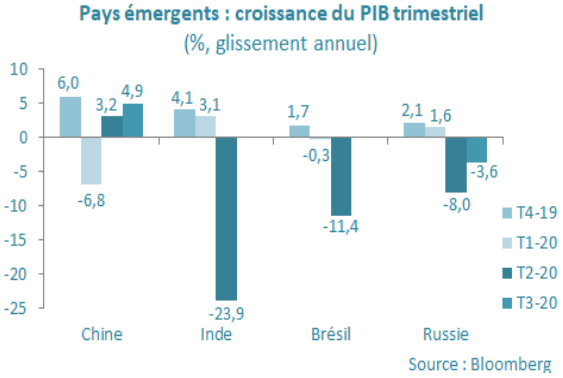
Les derniers indicateurs disponibles s'avèrent globalement encourageants. La production industrielle confirme sa reprise (+3,9% en septembre après +1% en août). L'indicateur coïncident du climat des affaires poursuit son redressement (+1,4 point en septembre après +1 point en août). Les ventes de détail ont enregistré un rebond en août (+4,6% après -3,4% en juillet). Par ailleurs, la confiance des consommateurs continue de s'améliorer (+0,9 point en octobre après +3,4 points en septembre).

2. ÉCONOMIES EMERGENTES

Amélioration des perspectives économiques, suite à une maitrise de la pandémie

4,9%
(au T3-2020)

Chine
Croissance économique



En **Chine**, la reprise de l'économie s'est renforcée au troisième trimestre (4,9% après 3,2% au T2), soutenue par l'assouplissement des restrictions relatives au Covid-19 et une forte demande étrangère de produits de santé. L'activité industrielle poursuit son expansion, soutenue par l'État, alors que la consommation montre enfin des signes de reprise. Toutefois, la résurgence des contaminations et les tensions avec les États-Unis représentent un risque majeur pour la croissance.

+6,9%
(en octobre)

Chine
Production industrielle

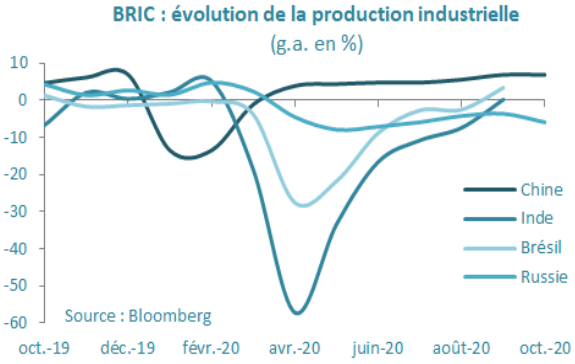
En 2020, la croissance économique devrait ralentir à 1,9%, selon le FMI, contre 6,1% en 2019, freinée par la pandémie Covid-19 et ses effets sur la demande intérieure et extérieure. Toutefois, l'activité devrait se renforcer en 2021 pour aboutir à une progression du PIB de 8,2%.

Pour soutenir l'économie et atténuer l'impact de la crise sanitaire, les autorités chinoises poursuivent l'assouplissement des conditions budgétaires et monétaires, à travers une hausse des dépenses publiques, des réductions d'impôts et des mesures pour encourager les prêts à des coûts plus abordables.

55,7
(en octobre)

Chine
Indice PMI composite

Les derniers indicateurs conjoncturels montrent un renforcement de la croissance économique. La production industrielle poursuit son expansion (6,9% en octobre après 6,9% en septembre). Les ventes de détail ont confirmé leur rebond (4,3% après 3,3%). Les ventes ont augmenté pour la plupart des catégories de produits. L'investissement fixe a marqué une progression de 1,8% en glissement annuel sur les dix premiers mois de 2020.



Par ailleurs, l'indice PMI composite (55,7 en octobre après 54,5 en septembre) signale une accélération de la croissance de l'activité du secteur privé. La progression de l'activité concerne aussi bien le secteur manufacturier (53,6 après 53,0) que celui des services (56,8 après 54,8).

+11,4%
(en octobre)

Chine
Exportations

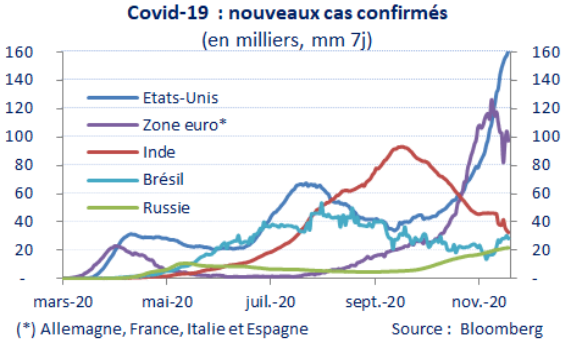
Les exportations de la Chine continuent de se renforcer (11,4% en octobre après +9,9% en septembre), stimulée par la forte demande de produits médicaux et de produits électroniques, tandis que les importations chinoises poursuivent leur reprise (+4,7% après +13,2%), reflétant une reprise de la consommation intérieure après le choc Covid-19.

L'inflation s'est atténuée (0,5% en octobre après 1,7% en septembre), suite à une hausse plus modérée des prix des produits alimentaires (2,2% après 7,9%). Dans ce contexte, la Banque centrale chinoise maintient ses taux d'intérêt de référence stables, après les avoir réduits en février et avril dans le sillage de la pandémie.

En **Inde**, l'économie a connu une contraction record au deuxième trimestre 2020 (-23,9% après +3,1% au T1). L'activité est fortement affectée par un confinement strict à l'échelle nationale pour contenir la pandémie.

9 millions
(au 19 novembre)

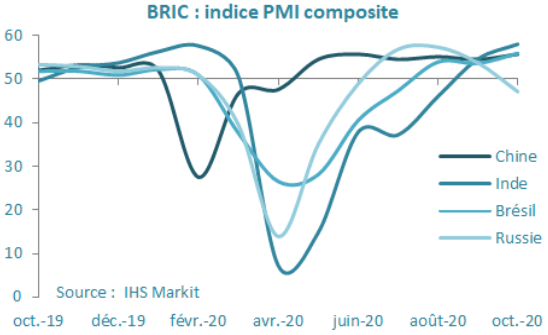
Inde
Cumul des cas Covid-19



Après avoir assoupli les mesures de confinement début juin, les autorités indiennes ont réimposé des restrictions dans certaines parties du pays pour faire face à l'accélération des nouvelles contaminations. L'Inde est le deuxième pays le plus touché par le Covid-19 au monde, après les Etats-Unis et devant le Brésil. Environ 9 millions cas et 132 mille décès liés à la pandémie ont été recensés au 19 novembre.

58
(en octobre)

Inde
Indice PMI composite



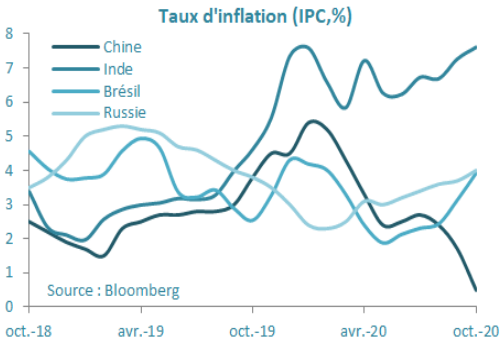
Les données à haute fréquence montrent une amélioration de la conjoncture récemment. La production industrielle a marqué une reprise en septembre (+0,2% après -7,4% en août). La croissance de l'activité du secteur privé s'est accélérée en octobre, comme le montre l'indice PMI composite (58 après 54,6 en septembre). L'expansion concerne tant les services que le secteur manufacturier.

L'économie indienne devrait chuter de 10,3% en 2020, selon le FMI, après une croissance de 4,2% en 2019, impactée par la crise sanitaire. Pour 2021, le PIB devrait rebondir de 8,8%. La demande intérieure devrait bénéficier des mesures de relance budgétaire et monétaire et de la poursuite des réformes structurelles. Toutefois, les perspectives économiques restent confrontées à des risques élevés, liés à une prolongation de la pandémie, la détérioration des finances publiques et la faiblesse persistante du secteur bancaire parallèle.

Pour faire face à l'impact de la crise Covid-19, les autorités indiennes ont annoncé un plan de relance totalisant 10% du PIB, y compris des mesures monétaires et fiscales annoncées précédemment.

7,6%
(en octobre)

Inde
Inflation



La banque centrale indienne (RBI) a annoncé des mesures de liquidité à hauteur de 4,7% du PIB. Elle a aussi réduit ses taux directeurs de 115 points de base pour faire face au resserrement des conditions financières. Toutefois, les problèmes persistants du secteur bancaire parallèle risquent de nuire à l'efficacité de la relance monétaire. En outre, la RBI pourrait devoir suspendre les baisses de ses taux directeurs, en raison de la montée de l'inflation (7,6% en octobre après 7,3% en septembre contre un objectif officiel de 4%).

+7,3%
(en septembre)

Brésil
Ventes au détail

Au **Brésil**, l'économie brésilienne devrait connaître une forte contraction en 2020 (-5,8%, selon le FMI), affectée par des chocs multiples : grave crise sanitaire ; niveau bas des prix des matières premières ; baisse de la demande des partenaires commerciaux. Toutefois, une reprise est attendue en 2021 (+2,8%), soutenue par l'assouplissement des conditions d'octroi de prêts et l'amélioration du contexte mondial. Les risques pesant sur les perspectives à court terme restent élevés, car le Brésil est le troisième pays au monde le plus touché par le Covid-19 (environ 6 millions cas et 167 mille décès, au 19 novembre).

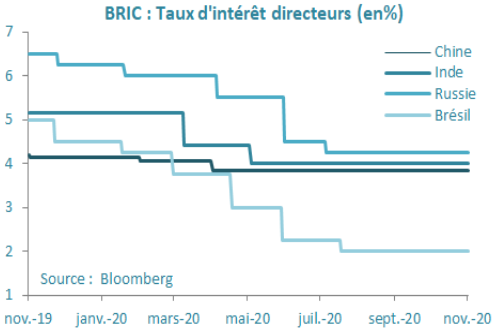
Les derniers indicateurs signalent un redressement graduel de l'activité, après avoir atteint son point bas en avril. Les ventes au détail poursuivent leur progression (+7,3% en septembre après +6,2% en août), reflétant les effets de l'allègement des mesures de distanciation sociale. La production industrielle a enregistré une reprise en septembre (+3,4% après -2,5% en août). La croissance de l'activité du secteur privé s'est renforcée en octobre, comme le montre l'indice PMI composite (55,9 après 53,6 en septembre).

3,9
(en octobre)

Brésil
Inflation

Pour stimuler l'économie et atténuer l'impact de la crise sanitaire, les autorités brésiliennes ont annoncé une série de mesures budgétaires représentant environ 12% du PIB. Ces mesures englobent des dépenses exceptionnelles de santé et une assistance sociale plus large.

De son côté, la banque centrale brésilienne (BCB) a assoupli sa politique monétaire, mettant en œuvre des mesures visant à accroître la liquidité du système financier, y compris un assouplissement quantitatif (achat des obligations d'État et d'entreprises).

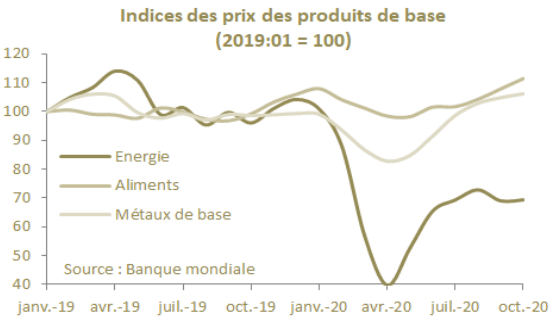


La BCB avait réduit son taux directeur Selic de 25 points de base (pb) en août pour le ramener à 2%, son plus bas niveau historique, portant ainsi le cumul des réductions à 250 pb depuis début 2020 et à 1200 pb depuis 2016. La BCB dispose encore de marges de manœuvre, en raison d'une inflation encore maitrisée (3,9% en octobre après 3,1% en septembre, pour une cible officielle de 4%).

3. MARCHES DES MATIERES PREMIERES

Tendance haussière des prix des principaux produits, à l'exception notable du pétrole

Les prix des produits de base ont enregistré une hausse en octobre. Ainsi, l'indice des prix des produits énergétiques, calculé par la Banque mondiale, a augmenté de 0,5% après un repli de 5,2% en septembre. De son côté, l'indice des prix des produits non énergétiques a poursuivi sa hausse pour le sixième mois consécutif en octobre (+1,5%), tiré par les produits alimentaires (+3,3%) et les métaux de base (+1,3%), malgré une quasi-stagnation des cours des fertilisants (-0,3%).

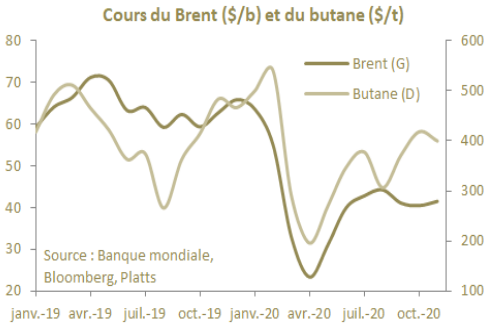


Brent : 43 $/baril

Butane : 418 $/T

(le 18 novembre)

Produits énergétiques



Les cours du pétrole (Brent) se sont établis à 40,5 dollars le baril en moyenne en octobre, en baisse de 1,5% sur un mois et de 39% depuis début 2020. Cette baisse est liée à un regain d'incertitudes sur la demande mondiale, dans un contexte marqué par la résurgence du Covid-19 en Europe et aux Etats-Unis.

Sur les dix premiers mois de 2020, les prix moyens du Brent ont enregistré 41,5 dollars, en repli de 35% en glissement annuel.

Le marché pétrolier est largement excédentaire en 2020, suite à une chute de la demande, sous l'effet de la crise sanitaire. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale de pétrole devrait diminuer de 8,8 mbj en 2020, avant de rebondir de 5,8 mbj en 2021. Les réductions concertées de l'offre de l'OPEP+ s'avèrent insuffisantes pour absorber le surplus pétrolier.

Après avoir reculé à un creux de 37 dollars le baril fin octobre, les prix du Brent ont rebondi à 43 dollars le 18 novembre, sur fond d'espoir d'un vaccin efficace contre le Covid-19 et d'éventuelles restrictions de l'offre de l'OPEP+.

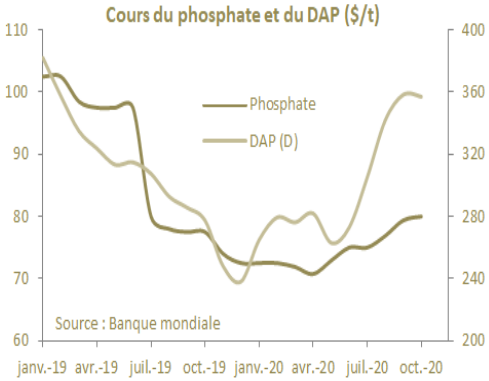
De leur côté, les prix du gaz **butane** se sont établis à 418 dollars la tonne en moyenne en octobre, en hausse de 13% après un rebond de 21% en septembre. Sur les dix premiers mois de 2020, les cours moyens du Butane ont enregistré 362 dollars la tonne, en baisse de 12% en glissement annuel. Après avoir atteint un pic de 452 dollars la tonne le 8 octobre, les prix du Butane ont reculé à 418 dollars la tonne le 18 novembre.

357 $/T

(en octobre)

Engrais DAP

Les prix du **phosphate** brut ont atteint 80 dollars la tonne en octobre, en hausse 0,8% sur un mois et de 13% depuis leur creux de 13 ans en avril. Les cours du **DAP** se sont établis à 357 dollars la tonne en octobre, en baisse de 0,4% sur un mois, ramenant leurs gains à 50% depuis leur creux de 14 ans en décembre 2019. Les prix du DAP sont soutenus par une reprise de la demande, notamment de l'Inde. Sur les dix premiers mois de 2020, les cours moyens du phosphate brut et du DAP ont baissé de 18% et de 6% respectivement en glissement annuel.



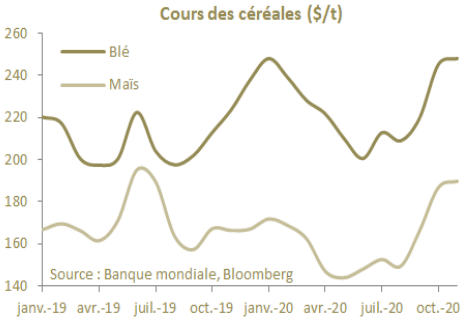
Blé : 245 $/T

Sucre : 303 $/T

(en octobre)

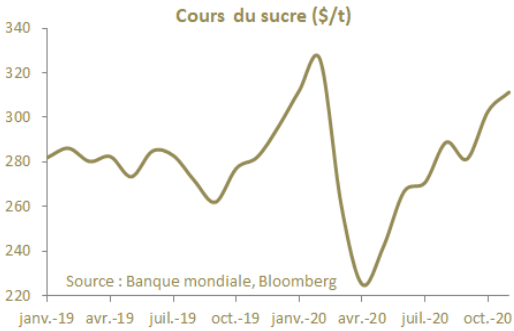
Produits alimentaires

Les cours du **blé** tendre (SRW) se sont établis à 245 dollars la tonne en moyenne en octobre, en hausse de 12% sur un mois et de 15% en glissement annuel. Les prix du blé sont soutenus par des conditions de culture moins favorables en Argentine et dans certaines régions d'Europe, d'Amérique du Nord et de la mer Noire.



Sur les dix premiers mois de 2020, les cours moyens du blé ont enregistré 223 dollars la tonne, en hausse de 8% en glissement annuel.

Selon la FAO, la production mondiale de blé en 2020/2021 devrait atteindre 763 millions de tonnes (Mt), en légère hausse par rapport à la récolte précédente (762 Mt).



Les prix mondiaux du sucre brut (ISA) ont atteint 303 dollars la tonne en moyenne en octobre, en hausse de 8% sur un mois. Sur les dix premiers mois de 2020, les cours moyens du sucre ont enregistré 278 dollars la tonne, quasi-inchangés par rapport à 2019. Les cours sucriers ont poursuivi leur hausse pour atteindre 320 dollars la tonne le 16 novembre, marquant une hausse de 5% sur un mois et de 53% depuis leur creux en avril.

L'Organisation internationale du sucre (ISO) prévoit un déficit de l'offre sucrière mondiale en 2020/2021 de 3,5 millions de tonnes (Mt), en raison des perspectives de production moins favorables en Inde, en Thaïlande et en Union européenne. Pour la saison 2019/2020, l'ISO a revu à la hausse son estimation du surplus sucrier mondial à 1,9 Mt, suite à une offre favorable au Brésil, premier producteur et exportateur du sucre.

La tendance haussière des cours internationaux du sucre est, toutefois, atténuée par les niveaux bas des prix de pétrole et du réal brésilien.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

1. TENDANCES SECTORIELLES

Activités primaires

+29%

Production agrumes

Croissance soutenue des exportations du secteur agricole à partir du mois de juin 2020

Après quatre mois d'évolution négative (février à mai 2020) sous l'effet de la crise Covid-19, les exportations du secteur d'agriculture et agro-alimentaire ont enregistré une reprise à partir du mois de juin 2020, pour s'inscrire en hausse de 10,7% durant la période de juin à septembre 2020, tirant profit d'une croissance à deux chiffres le long de ces mois, excepté pour le mois de juillet qui a accusé une baisse.

Au titre du troisième trimestre 2020, les ventes à l'étranger du secteur se sont accrues de 9,3%, portées par une consolidation de celles de l'industrie alimentaire de 11,1% et de celles de l'agriculture, sylviculture et chasse de 15,7%. Toutefois, au terme des neuf premiers mois de 2020, les exportations du secteur d'agriculture et agroalimentaire ont reculé de 1,1%, après une augmentation de 6,6% un an plus tôt, résultant du retrait de celles de l'industrie alimentaire de 1,1%, contre une amélioration de celles du secteur d'agriculture, sylviculture et chasse de 1,6%.

+14%

Production olives

En termes de production, et malgré une conjoncture climatique difficile en 2020, la production des filières arboricoles phares de la campagne agricole 2020/2021 s'annonce favorable, d'après les premières estimations du Département de l'Agriculture. Ainsi, la production des agrumes devrait progresser de 29% et celle des olives de 14%. Pour ce qui est de la campagne phoénicicole 2020/2021, elle s'annonce très encourageante, augurant d'une production record des dattes, en hausse de 4%. En revanche, la production prévisionnelle des pommes devrait connaitre un retrait de 14%, attribuable, principalement, aux tempêtes de grêle qu'ont connues la région de Fès-Meknès et la province de Midelt.

Pour rappel, le Département de l'Agriculture a mis en place un programme d'assolement des principales cultures d'automne, au titre de la campagne agricole 2020/2021, tenant compte de la situation des disponibilités en ressources hydriques et de l'évolution des conditions climatiques de la saison d'automne. Ce programme concerne notamment les céréales et les cultures sucrières et maraichères au niveau de toutes les régions agricoles du Royaume. Pour les cultures maraichères, ce programme vise, d'une part, à assurer un approvisionnement régulier du marché intérieur et, d'autre part, à répondre à l'accroissement des exportations des produits maraichers et ce, pour garantir l'équilibre entre l'offre et la demande en ces produits.

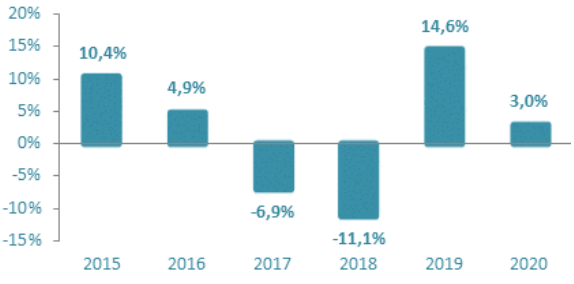
Maintien de l'évolution positive du secteur de la pêche au deuxième trimestre

+9,3%
(T3-2020)

Exportations agriculture et agroalimentaire

Malgré la situation exceptionnelle du deuxième trimestre 2020, période de plein confinement, la valeur ajoutée du secteur de pêche, tous segments confondus, a préservé son évolution positive courant ce trimestre, bien que modestement (+0,7%), après une performance de +8,3% un an plutôt. Au terme du premier semestre 2020, la croissance moyenne de la valeur ajoutée du secteur s'est située à +3% au lieu de +14,6% un an auparavant.

Evolution moyenne de la valeur ajoutée du secteur de la pêche au premier semestre (g.a)



Source : HCP ; Elaboration : DEPF

Cette évolution recouvre, toutefois, un recul des débarquements de la pêche côtière et artisanale de 7,5% en volume et de 15,9% en valeur au terme des six premiers mois de 2020, après des hausses de 11,1% et de 16,5% respectivement, il y a une année.

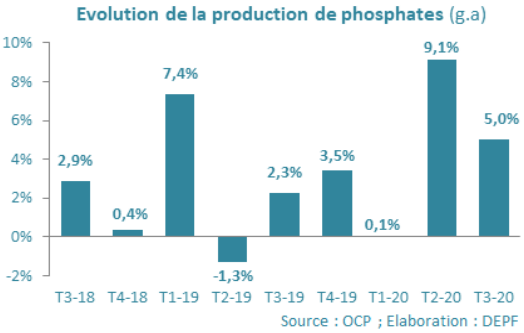
Activités secondaires

Bon comportement du secteur extractif au troisième trimestre

+5%
(T3-2020)

Phosphate roche
Production

Après un accroissement de sa valeur ajoutée de 3,8% au premier semestre 2020, le secteur extractif maintient son affermissement au troisième trimestre 2020, en ligne avec le renforcement de la production de phosphate roche de 5%, au lieu d'une hausse de 2,3% il y' a une année. Compte-tenu d'une performance de +9,1% au deuxième trimestre et de 0,1% au premier trimestre, la production de phosphates roche a augmenté de 4,8% à fin septembre 2020, après une amélioration de 2,3% un an plus tôt.



Source : OCP ; Elaboration : DEPF

Pour ce qui est des exportations du secteur, le volume des ventes à l'étranger de phosphate roche poursuit la bonne dynamique du mois d'août (+16,5%), pour augmenter de 36,9% au mois de septembre 2020, portant leur croissance à +10,5% au terme des neuf premiers mois de l'année, après +5,5% à fin juillet 2020. A leur tour, les expéditions des dérivés de phosphates se sont raffermies de 42,2% au mois de septembre à lui seul et de 14% à fin septembre 2020.

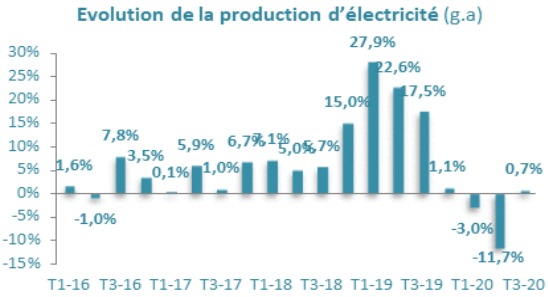
Cette bonne orientation, en volume, courant le mois de septembre, s'est traduite par une consolidation du chiffre d'affaires global à l'export du groupe OCP de 27,6% durant ce mois, pour limiter son retrait, à fin septembre 2020, à -2%, après une baisse de 5,6% un mois plus tôt et ce, malgré le maintien du recul des prix moyens de vente de phosphates et dérivés.

Evolution positive des indicateurs du secteur de l'énergie électrique au troisième trimestre

Au troisième trimestre 2020, les indicateurs du secteur de l'énergie électrique se sont caractérisés par un renouement avec la croissance, bien que légèrement en termes de production, en réponse aux mesures de déconfinement progressif entreprises, au niveau national, à partir du 10 juin 2020.

+0,7%
(T3-2020)

Energie électrique
Production

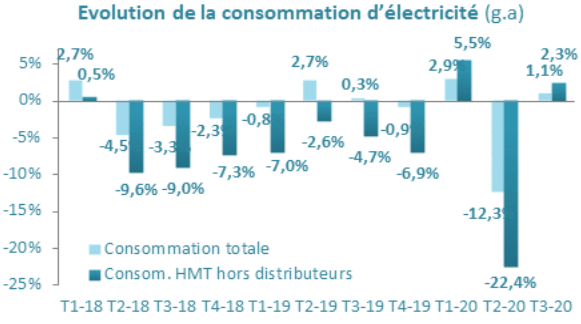


Source : ONEE ; Elaboration : DEPF

Ainsi, la production de l'énergie électrique s'est accrue de 0,7%, après un repli de 11,7% au deuxième trimestre et de 3% au premier trimestre 2020. Compte tenu de ces évolutions, la production s'est repliée de 4,6% à fin septembre 2020, après une performance de +22,3% il y a une année, portée par le recul de la production de l'ONEE de 11,8%, de celle privée de 3,1% et des projets de la loi 13-09 de 3,4%.

S'agissant des importations de l'énergie électrique, elles ont augmenté de 33,2% au terme des neuf premiers mois de 2020, au lieu de +55,5% à fin août et -86,8% un an plus tôt, dans un contexte de retrait du volume de l'énergie nette appelée de 1,9%, après -2,4% et +4,7% respectivement.

De son côté, la consommation de l'énergie électrique s'est renforcée de 1,1% au troisième trimestre 2020, nourrie d'une hausse des ventes de l'énergie de très haute, haute et moyenne tension, hors distributeurs, de 2,3%, après un retrait de 22,4% au deuxième trimestre, et de l'énergie adressé aux ménages de 5,2%. Au terme des neuf premiers mois de 2020, la consommation de l'énergie électrique s'est réduite de 2,7%, après une baisse de 4,9% à fin juin 2020 et une hausse de 0,7% à fin septembre 2019.

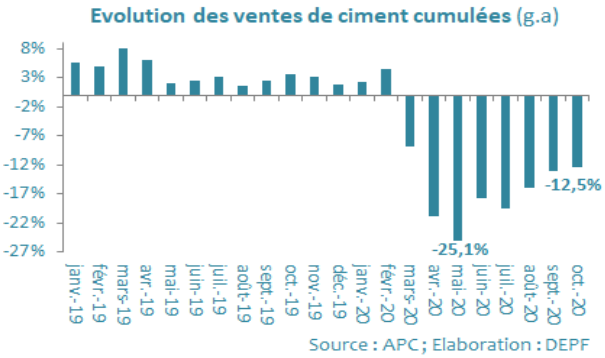


Source : ONEE ; Elaboration : DEPF

Poursuite de la décélération du rythme baissier des ventes de ciment

-12,5%
(fin octobre)

Ventes de ciment

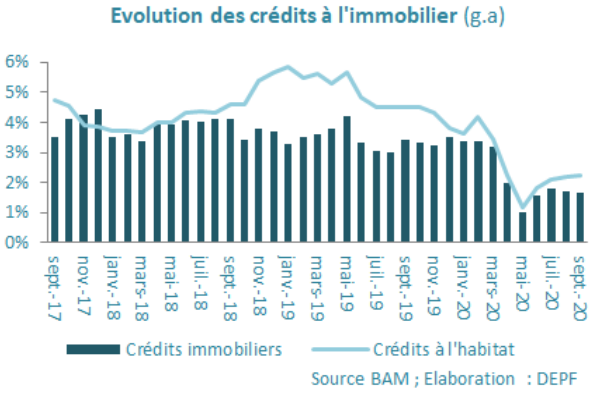


Pour ce qui est du secteur du BTP, le rythme baissier des ventes de ciment, principal baromètre du secteur, maintient son atténuation quasi-continue depuis le mois de juin, premier mois du déconfinement partiel, pour passer de -25,1% à fin mai 2020, à -12,5% à fin octobre 2020, après une amélioration de 3,6% au terme des dix premiers mois de l'année précédente.

+2,2%
(fin septembre)

Crédits à l'habitat

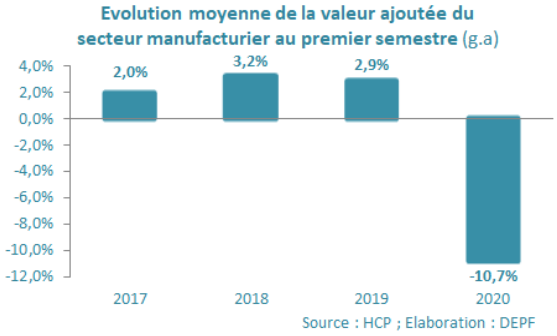
Concernant les opérations de financement du secteur de l'immobilier, la croissance des crédits à l'habitat a enregistré un léger rebond à partir du mois de juin 2020, pour atteindre +2,2% à fin septembre 2020, après +1,1% à fin mai 2020 et +4,5% il y a une année. Quant aux crédits à la promotion immobilière, ils ont enregistré une quasi-stagnation à fin septembre 2020 (+0,2%), portant la croissance globale des crédits à l'immobilier à +1,6%, au lieu de +3,4% un an plus tôt.



Redressement sensible de l'activité industrielle au troisième trimestre

+26,7%
(T3-2020)

Exportations automobile



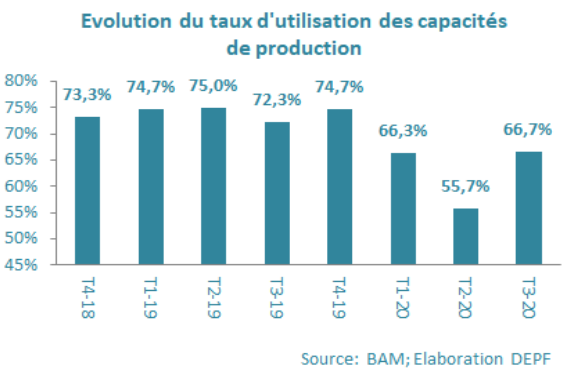
La valeur ajoutée du secteur manufacturier a clôturé le premier semestre 2020 sur une baisse moyenne de 10,7%, après une hausse de 2,9% un an plus tôt, recouvrant un recul de 22% au deuxième trimestre et une augmentation de 0,6% au premier trimestre 2020. A noter que cette évolution a été atténuée par la résilience relative des secteurs chimique et parachimique (+6,2%) et alimentaire (+2,3%).

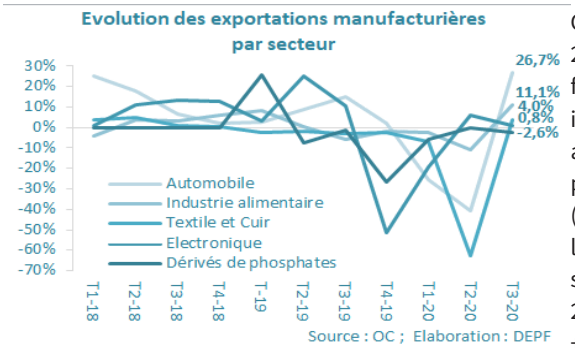
Par ailleurs, d'après les derniers résultats de l'enquête de conjoncture de Bank Al-Maghrib auprès du secteur manufacturier, l'amélioration progressive de la production d'un mois à l'autre observée à partir du mois de mai reprend au cours du mois de septembre, après un ralentissement au mois d'août coïncidant avec les vacances d'été et de Aid Al-dha. Cette progression aurait concerné l'ensemble des branches d'activité. Pour ce qui est des ventes, elles auraient augmenté dans toutes les branches à l'exception de celles de l'agro-alimentaire où elles auraient plutôt stagné.

66,7% **(+11 points)**
(T3 par rapport à T2)

TUC

S'agissant du taux d'utilisation des capacités de production (TUC), il a augmenté de 7 points entre les mois d'août et septembre 2020 à 70%, après un taux de 73% un an plus tôt, bénéficiant d'une bonne tenue dans l'ensemble des secteurs. Au titre du T3-20, le TUC s'est accru de 11 points par rapport au T2-20, notamment, au niveau des industries de « textile et cuir » et « mécanique et métallurgique » (+21,3 points chacune), de « chimie et para-chimie » (+10 points) et de l'agro-alimentaire (+3,3 points).





Source : OC ; Elaboration : DEPF

Cette bonne tenue au troisième trimestre 2020 a été confirmée par un comportement favorable des exportations de plusieurs industries, notamment automobile (+26,7%), alimentaire (+11,1%), de textile et cuir (+4%), pharmaceutique (+12%) et électronique (+0,8%). Concernant la valeur des ventes à l'étranger des dérivés de phosphates, elle s'est réduite de 2,6% au troisième trimestre 2020, contre un dynamisme, en volume, de +8,9%.

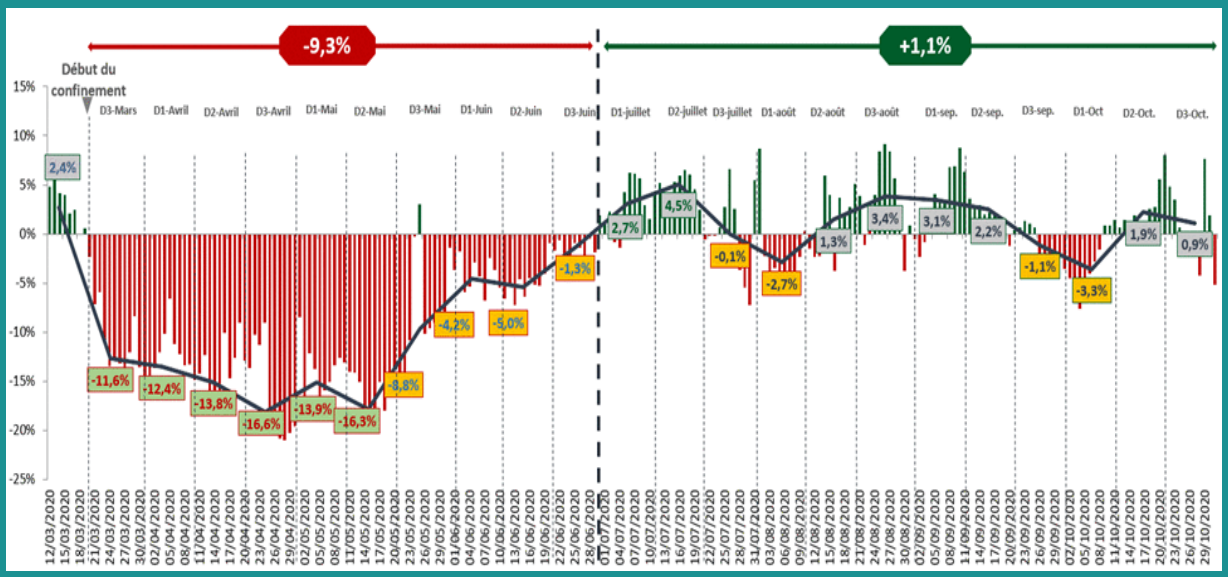
Concernant le quatrième trimestre 2020, 36% des chefs d'entreprises enquêtées sont en faveur d'une stabilité de l'évolution future de la production et 36% déclarent ne pas avoir de visibilité.

Relatif redressement de la demande sur l'énergie électrique traduisant la reprise progressive de l'activité économique

La demande de l'énergie électrique a évolué à un rythme moyen de +1,1% entre le 1er juillet et le 31 octobre 2020 par rapport à la même période de 2019, après une baisse significative durant la période du confinement général (-9,3%), traduisant, ainsi, une reprise progressive de l'activité économique au niveau national.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que pour le mois d'octobre, cinquième mois d'assouplissement des mesures de confinement sanitaire, la demande sur l'énergie électrique a accusé un léger repli de 0,2% en moyenne, tiré, principalement, par la baisse enregistrée au titre de la première décade de ce mois (-3,3%). Toutefois, cette contreperformance a été compensée par la reprise de la demande sur l'électricité lors de la deuxième et de la troisième décade avec des progressions respectives de 1,9% et 0,9% en glissement annuel.

Evolution de l'énergie appelée par jour et par décade (en glissement annuel)



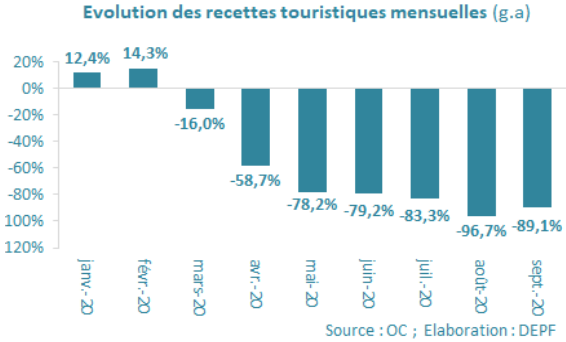
source : ONEE

Activités tertiaires

Persistance de la baisse des activités touristiques

-78%
(fin septembre)

Arrivées



Suite à l'allégement des mesures de restriction aux voyages internationaux à partir du 6 septembre 2020, le rythme baissier des recettes touristiques a enregistré une légère atténuation courant ce mois pour se réduire de 89,1%, après une baisse de 96,7% un mois plutôt. Cet allégement est prévu de se maintenir parallèlement à l'atténuation continue de la baisse moyenne observée durant les trois derniers mois du mouvement journalier des avions enregistré au niveau des aéroports nationaux.

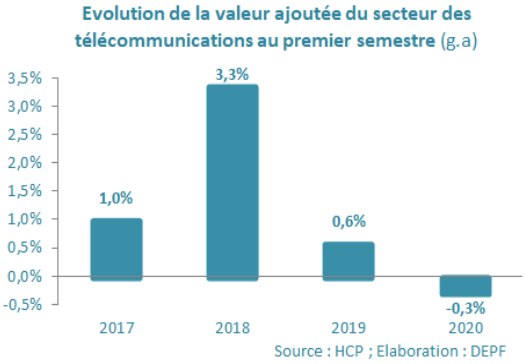
En effet, ce mouvement a reculé en moyenne de 71,2% au mois d'octobre, après -77% en septembre et -80,7% en août 2020. Au titre des 16 premiers jours du mois de novembre 2020, le retrait moyen de ce trafic s'est situé à -68,7%.

Au terme des neuf premiers mois de 2020, les recettes touristiques se sont repliées de 59,5%, après +7,1% il y a un an, soit une perte de 35,8 milliards de dirhams. Quant aux arrivées touristiques, elles se sont repliées de 78% contre une baisse de 70% au niveau mondial.

Bonne tenu du parc Internet au deuxième et troisième trimestres

+0,7% et +15,4%
(fin juin)

Parc mobile et internet

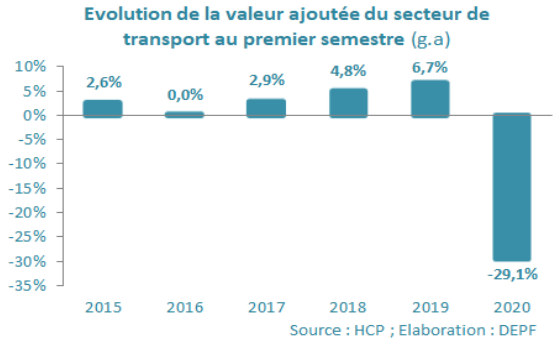


La valeur ajoutée du secteur de poste et télécommunications a reculé de 0,3% au terme du premier semestre 2020, après une augmentation de 0,6% un an auparavant, incorporant un recul de 1,7% au deuxième trimestre 2020, allégé par une hausse de 1,1% au premier trimestre 2020.

Les indicateurs de la téléphonie ont enregistré une évolution globalement favorable au terme des six premiers mois de 2020. En effet, le parc de la téléphonie mobile s'est amélioré de 0,7% à 45,5 millions d'abonnés, après une hausse de 2,7% à fin juin 2019. Quant à la téléphonie fixe, son parc d'abonnés s'est renforcé de 8,7%, soit sa plus forte performance depuis fin 2010, pour se situer à 2,2 millions d'abonnés. Quant au parc Internet, il s'est accru de 15,4%, après +9,3% un an auparavant, bénéficiant à plus de 27,2 millions d'abonnés.

A fin septembre 2020, le parc du groupe Maroc Télécom, premier opérateur de téléphonie au Maroc, s'est amélioré de 4,3% à 70,5 millions d'abonnés, tiré par la hausse du parc des filiales de 7,3% et des parcs Fixe et Haut Débit Fixe au Maroc de 6,7% et 10,4% respectivement. Toutefois, son parc de la téléphonie mobile s'est replié au niveau national de 2,8%.

Atténuation progressive de l'impact de la pandémie Covid-19 sur le secteur de transport



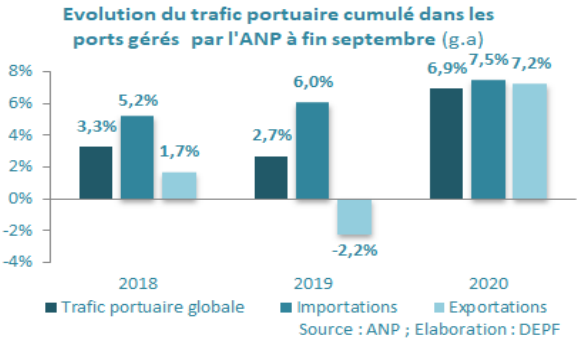
Le secteur de transport, parmi les secteurs les plus touchés par la crise Covid-19, a connu une baisse de sa valeur ajoutée de 29,1% au terme du premier semestre 2020, après une amélioration de 6,7% l'an dernier. Cette évolution recouvre une baisse de 55,7% au deuxième trimestre 2020 et de 2,6% au premier trimestre 2020 (après +6,9% et +6,4% respectivement un an plus tôt).

Compte-tenu de l'ouverture partielle des frontières nationales aux voyageurs internationaux en septembre, un allégement de la tendance baissière des segments les plus touchés du secteur de transport est attendu pour les prochains mois, comme en témoigne l'atténuation du rythme baissier moyen du mouvement journalier des avions. En effet, cette baisse est passée de -80,7% en août à -68,7% au titre des seize premiers jours du mois de novembre.

+6,9%
(fin septembre)

Activité portuaire ANP

Pour sa part, le transport maritime qui a été épargné des répercussions de la crise sanitaire, continue sur sa lancée à fin septembre 2020, affichant une hausse du trafic dans les ports gérés par l'ANP de 6,9%, au lieu d'une augmentation de 2,7% un an auparavant. Cette évolution recouvre une consolidation du trafic des importations (+7,5% après +6%) conjointement à celui des exportations (+7,2% après -2,2%).

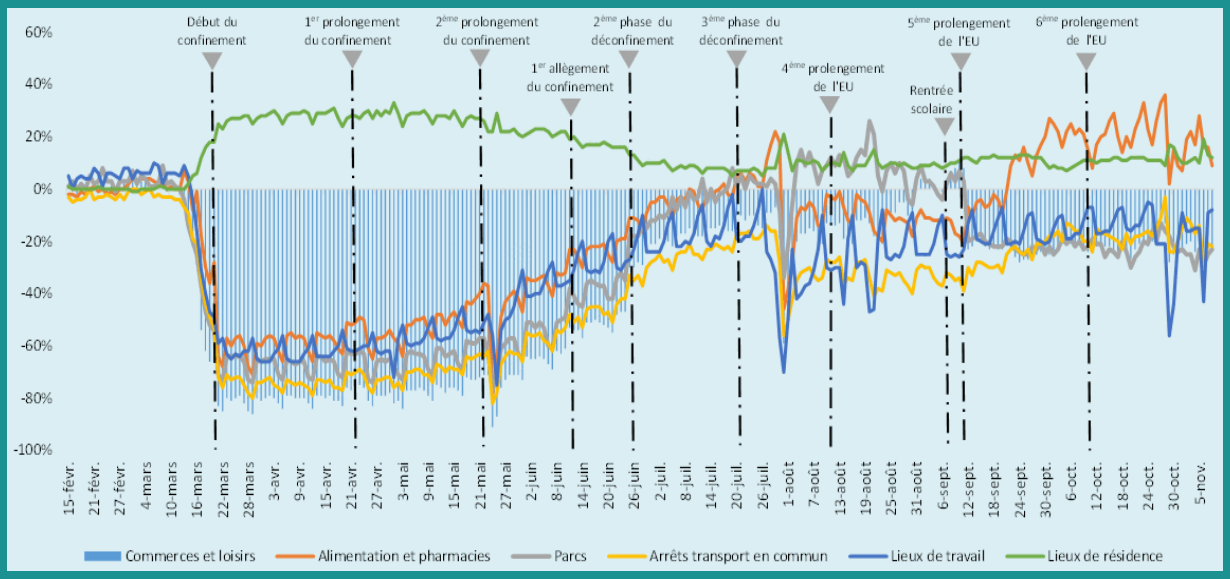


Poursuite du redressement de la mobilité post confinement selon les big data de Google

D'après le rapport sur la mobilité de la communauté (COVID-19) de Google, la mobilité[1] dans les principaux lieux publics, au Maroc, a affiché au 08 novembre, juste avant la fin de la 6ème prolongation de l'état d'urgence sanitaire, une évolution positive dans les lieux d'alimentation et pharmacies de 9% par rapport à la période de référence[2] après -52% durant la période de confinement général[3]. La mobilité dans les lieux de résidence a maintenu sa croissance positive quoiqu'à un rythme en baisse par rapport à la période de confinement (+12% contre +26%). Par ailleurs, la mobilité a affiché une atténuation du rythme baissier enregistré pendant le confinement et ce, dans les lieux de travail (-8% contre -56%), dans les arrêts de transport en commun (-22% après -70%), les parcs (-23% après -64%) et les lieux de commerces et loisirs[4] (-23% après -77%).

Notons que sur toute la période post-confinement dont les statistiques sont disponibles (entre le 11 juin et 08 novembre 2020), la mobilité a affiché une décélération de son rythme baissier par rapport à la période de référence dans les lieux de commerces et loisirs (-23% en moyenne entre 11 juin et 08 novembre 2020 après -77% en moyenne entre 20 mars et 10 juin 2020), dans les parcs (-13% contre -64%), dans les arrêts de transport en commun (-27% contre -70%) et dans les lieux de travail (-21% contre -56%). La mobilité dans les lieux de résidence a poursuivi son évolution haussière, quoiqu'à un rythme en baisse par rapport à la période de confinement (+11% après +26%).

Reprise de la mobilité avec les mesures d'assouplissement des restrictions de mobilité



source : Elaboration de la DEPF sur la base des big data de Google

[1] Indicateur développé par Google sur la base de l'analyse d'une mine d'information (Big data) relative à la fréquentation de lieux tels que les magasins d'alimentation, les parcs, les lieux de résidence, les lieux de travail....
[2] Médiane des jours des cinq semaines s'étalant entre le 03 janvier et le 06 février 2020.
[3] Cette période s'est étalée entre le 20 mars et le 10 juin 2020.
[4] Avec un taux d'exploitation de la capacité de 50% maximum.

TENDANCES SECTORIELLES (*)

	SECTEUR	2019	JUIN 2020	JUIL 2020	AOUT 2020	SEPT 2020	EVOLUTION CUMULÉE
Activités primaires	Agriculture	🟡	🔴	🔴	🔴	🔴	🔴
	Pêche	🟢	🔴				🟢
Activités secondaires	Phosphates et dérivés	🟢	🟢	🟢	🟢	🟢	🟢
	Automobile	🟢	↘	🟢	🟢	🟢	🟢
	Aéronautique	🟢	↘	🔴	🔴	🔴	🔴
	Electronique	🔴	↗	↘	↗	🟢	🔴
	Agroalimentaire	🟡	↗	↘	↗	🟢	🔴
	Textile et cuir	🔴	🔴	🟡	🟢	🟢	🔴
	Energie électrique	🟢	🔴	↗	🟢	🟢	🔴
	BTP	🟢	↗	↘	↗	🟢	🔴
Activités tertiaires	Tourisme	🟢	🔴	🔴	🔴	🔴	🔴
	Transport	🟢	🟡	🟡	🟡	🟡	🔴
	Télécommunications	🟢	🟢	🟢	🟢	🟢	🟢

🟢 Amélioration
🟡 Stabilité
🔴 Recul

↗ Amélioration récente
↘ Dégradation récente

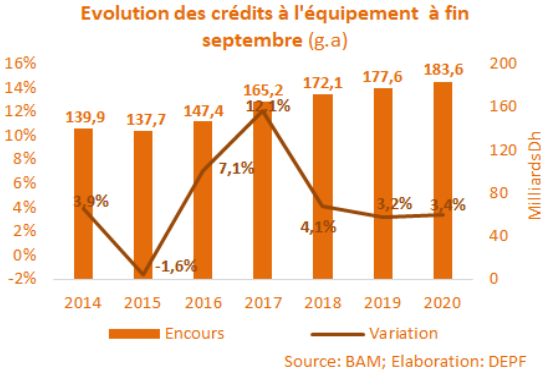
*: appréciation basée sur les derniers baromètres conjoncturels disponibles.

2. DEMANDE INTERIEURE

+0,7%
(fin septembre)

Inflation

Au niveau de la demande intérieure, la consommation des ménages poursuit son ralentissement, pâtissant des effets négatifs de la sécheresse sur les revenus ruraux et de l'impact sévère de la crise sanitaire sur le marché de travail qui a marqué une perte nette de 581 mille postes d'emploi au troisième trimestre ainsi que de la baisse des crédits à la consommation (-2,1% à fin septembre). Cette contreperformance a, toutefois, été limitée sans conteste par la reprise des transferts des MRE (+2,2% à fin septembre) et par l'aide financière d'une somme de 21 milliards de dirhams octroyée par le Fonds Spécial Covid au profit de près de 6 millions de ménages, dans un contexte toujours marqué par une évolution modérée des prix à la consommation (+0,7% à fin septembre).



Source: BAM; Elaboration: DEPF

Pour sa part, l'effort d'investissement, en dépit du bon comportement des crédits à l'équipement (+3,4% à fin septembre 2020), aurait poursuivi son ralentissement comme le signale le recul persistant des importations de biens d'équipement (-17,6% à fin septembre 2020) et de l'investissement budgétaire (-6,1% à fin octobre).

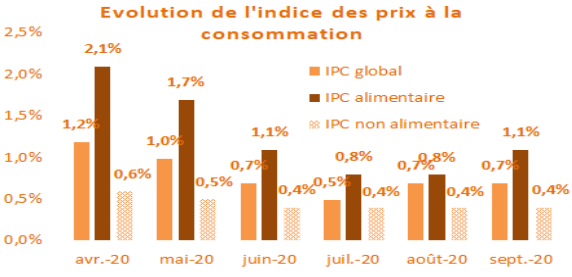
Légère hausse de l'indice des prix à la consommation en septembre

-2,1%
(fin septembre)

Crédits consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse de 0,3% au mois de septembre 2020, par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,5% de l'IPC alimentaire et de 0,3% de l'IPC non alimentaire. L'augmentation observée au niveau des prix des produits alimentaires a été portée, notamment, par l'accroissement des prix des légumes (+3,7%), des fruits (+2,1%), de lait, fromage et œufs (+0,8%) et de viandes et café, thé et cacao (+0,1%), atténué, toutefois, par la diminution des prix de poissons et fruits de mer de 4,7% et des huiles et graisses de 0,2%. Pour les produits non alimentaires, la baisse a concerné principalement les prix des carburants (-1%).

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2020, le rythme de progression de l'IPC a préservé le même niveau enregistré il y a un mois (+0,7%), avec toutefois une accélération au niveau de l'IPC alimentaire (+1,1%, après +0,8%). Quant à l'IPC non alimentaire, sa croissance est restée stable à +0,4%.



Source: HCP; Elaboration: DEPF

Concernant le secteur manufacturier, son indice des prix à la production, hors raffinage de pétrole, a reculé de 0,1% courant le mois de septembre, comparativement au mois d'août 2020. Ce repli est expliqué par le retrait de 1,5% des prix de l'industrie de métallurgie, de 0,2% de celle de fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, de 0,4% de celle de fabrication de textiles, de 0,8% de celle du travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège et de 0,1% de celles d'habillement et de fabrication des équipements électriques, modéré par l'augmentation de 0,2% des prix des industries alimentaires.

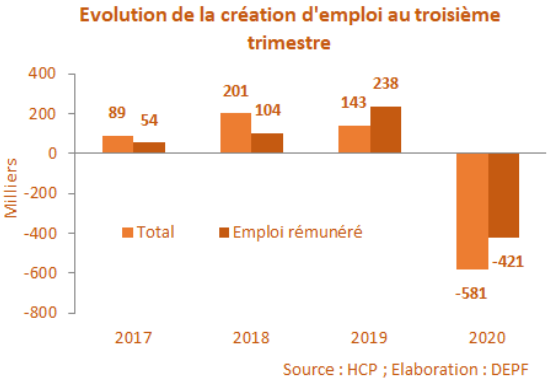
Pour leur part, les indices des prix à la production des secteurs extractifs et ceux de la production et distribution d'électricité et eau ont connu une stagnation au cours du mois de septembre 2020.

Le marché de l'emploi poursuit son évolution négative pour le deuxième trimestre consécutif sous l'impact de la crise sanitaire Covid-19

12,7%
(T3-2020)

Taux de chômage

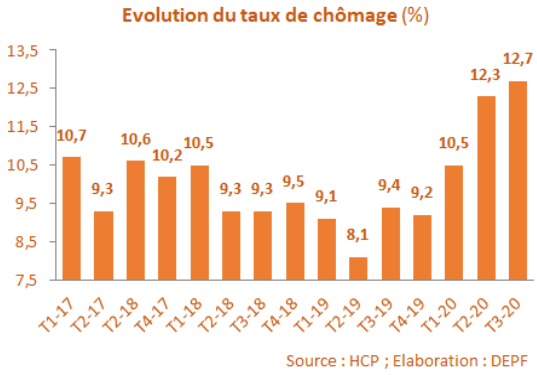
Sous l'impact de la crise Covid-19, le marché de l'emploi poursuit son évolution négative pour le deuxième trimestre consécutif, enregistrant une perte de 581 mille postes d'emploi au troisième trimestre 2020, après une perte de 589 mille postes au deuxième trimestre 2020, et un grain de 143 milles postes un an plus tôt. Près de 237 mille des emplois perdus au troisième trimestre se situent dans les zones urbaines et 344 mille au milieu rural.



Source : HCP ; Elaboration : DEPF

Par type d'emploi, le volume de l'emploi rémunéré a connu une baisse de 421 mille postes, suite à une baisse de 226.000 au milieu urbain et de 195.000 en milieu rural. L'emploi non rémunéré, quant à lui, a régressé de 160 mille postes, résultant d'une perte de 149 mille emplois en zones rurales et de 11 mille en zones urbaines.

Cette évolution négative a concerné l'ensemble des branches d'activité, excepté pour le secteur du BTP qui a connu une création nette de 1000 postes (+2000 postes dans les villes et -1000 en zones rurales). Les pertes d'emplois se sont établies à 260.000 postes pour les services, 258.000 pour l'agriculture, forêt et pêche et 61.000 pour l'industrie y compris l'artisanat.



Source : HCP ; Elaboration : DEPF

Le taux de chômage s'est situé à 12,7% au troisième trimestre 2020, niveau record sur les 13 dernières années, en hausse de 3,3 points par rapport à l'année précédente. Ce taux a augmenté dans les villes de 3,8 points à 16,5% et de 2,3 points dans les zones rurales à 6,8%. Par catégorie, les plus fortes hausses ont été enregistrées parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans (+5,6 points) et parmi les jeunes de 25 à 34 ans (+4,5 points).

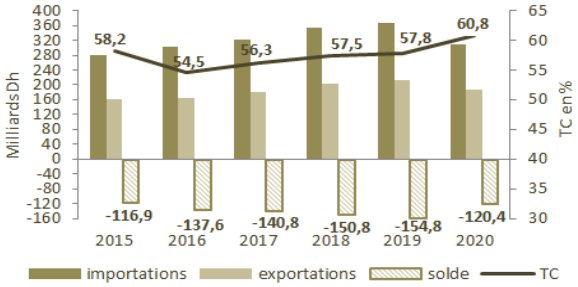
3. ECHANGES EXTÉRIEURS

60,8%
(fin septembre)

Taux de couverture

A fin septembre 2020, la situation des échanges extérieurs a été caractérisée par un allégement du déficit commercial de 22,2% pour se situer à 120,4 milliards de dirhams. Cette évolution est liée à une baisse des importations (-16,2%) plus importante que celle des exportations (-11,8%). Ainsi, le taux de couverture s'est apprécié de 3 points pour ressortir à 60,8%.

Balance commerciale des biens à fin septembre



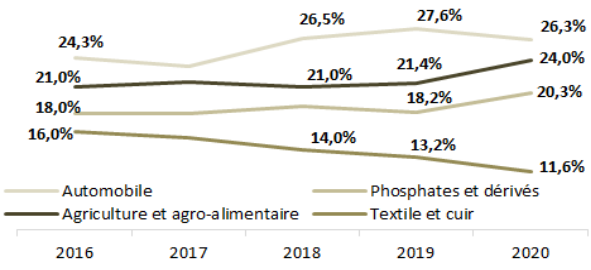
Source: OC, Elaboration: DEPF

Poursuite du redressement des exportations des principaux secteurs

-11,8%
(fin septembre)

Exportations

Evolution des parts des exportations des principaux secteurs à fin septembre



Source: OC, Elaboration DEPF

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2020, les exportations de biens ont diminué de 11,8% pour se situer à 187,1 milliards de dirhams. Cette évolution fait suite à la baisse des ventes de la quasi-totalité des secteurs. Toutefois, cette baisse est en atténuation significative compte-tenu de la reprise des exportations des biens, notamment au niveau de plusieurs secteurs d'activité.

-16,1%
(fin septembre)

Automobile

Compte-tenu d'un accroissement de 34,3% en glissement annuel au cours du seul mois de septembre, le rythme de recul des exportations de l'industrie automobile s'est atténué à -16,1% à fin septembre 2020 pour s'établir à 49,1 milliards de dirhams. Le repli accusé à fin septembre est attribuable au retrait des expéditions de câblage (-27%), de la construction automobile (-18,5%) et de l'intérieur véhicules et sièges (-14,8%). La part de ce secteur dans le total des exportations s'élève, ainsi, à 26,3% contre 27,6% un an auparavant.

Dans le même sens, malgré la progression de 11,1% en glissement annuel au cours du mois de septembre, les exportations du secteur de textile et cuir ont marqué une baisse de 22,3% à 21,8 milliards de dirhams, affectées par le repli des ventes des vêtements confectionnés (-26,4%), de celles des articles de bonneterie (-25,3%) et des chaussures (-16,4%). Il est à signaler, par ailleurs, que cette évolution a marqué une atténuation en lien avec la reconversion de certaines entreprises du secteur dans la fabrication des masques de protection et la modeste reprise au niveau du marché local suite à la levée partielle du confinement.

En parallèle, les exportations du secteur de l'agriculture et agroalimentaire se sont repliées de 1,1% générant à fin septembre 2020 environ 44,9 milliards de dirhams. Cette évolution est surtout liée au recul des ventes de l'industrie alimentaire de 1,1%. En revanche, la part de ce secteur dans le total des exportations a gagné 3,3 points sur une année, passant à 24% à fin septembre 2020, après 21,4% un an auparavant.

De son côté, le secteur de phosphates et dérivés a vu ses expéditions fléchir de 2% à 37,9 milliards de dirhams, provenant essentiellement du recul des ventes de l'acide phosphorique de 24%. Notons, par ailleurs, que pour le seul mois de septembre, les exportations du secteur ont enregistré une forte hausse de 27,6% par rapport au mois d'août 2020, portant la part du secteur dans le total des exportations à 20,3% à fin septembre 2020 après 18,2% un an auparavant.

Dans la même lignée, le secteur de l'aéronautique a affiché un retrait de 24,7% à 9,4 milliards de dirhams, sur fond de recul des exportations relatives à l'EWIS (-36,1%) et à l'assemblage (-16,1%).

Les exportations des secteurs de l'électronique et des autres extractions minières ont, pour leur part, reculé respectivement de 3,2% et 22,4% pour s'établir à 7,3 et 2,4 milliards de dirhams.

Les exportations des autres industries se sont également orientées à la baisse de 21,9% pour atteindre 14,2 milliards de dirhams.

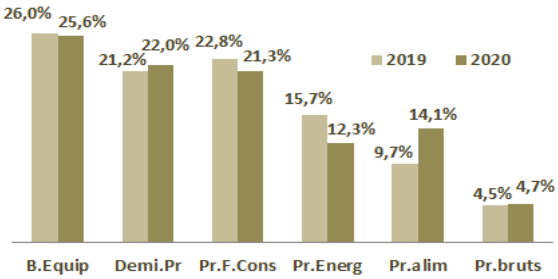
Poursuite de la baisse des importations de biens

-16,2%
(fin septembre)

Importations

Les importations de biens se sont établies à 307,5 milliards de dirhams à fin septembre 2020, en retrait de 16,2%. Cette évolution s'explique essentiellement par le recul des achats de la quasi-totalité des groupes de produits, en l'occurrence les produits énergétiques, les produits finis de consommation, les biens d'équipement, les demi-produits et les produits bruts.

Structure des importations à fin septembre



Source: OC; Elaboration: DEPF

Les importations des biens d'équipement ont accusé une baisse de 17,6% à 78,6 milliards de dirhams, recouvrant un recul des achats d'avions et autres véhicules aériens ou spatiaux (-96,2%), des fils, câbles (-33,1%) et des appareils de coupure ou de connexion (-16%).

-17,6%
(fin septembre)

Biens d'équipement

Parallèlement, les importations de biens de consommation ont chuté de 21,7% à 65,5 milliards de dirhams, en raison notamment de la baisse des achats des voitures de tourisme (-45,1%), des parties et pièces pour voitures de tourisme (-24,5%) et des tissus et fils de fibres artificielles (-20,5%).

Pour sa part, la facture énergétique s'est allégée de 34,6% à 37,7 milliards de dirhams, en lien avec la baisse des approvisionnements en gas-oils et fuel-oils (-39,8%) à cause d'un effet prix, mais également d'un effet volume suite à la baisse de la consommation de carburant à cause des mesures de restriction.

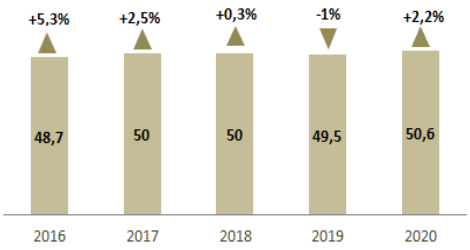
Dans la même lignée, les achats de demi-produits ont diminué de 13% à 67,7 milliards de dirhams, dont notamment les achats de fils, barres et profilés en cuivre (-30,5%) et des matières plastiques (-12,5%).

De leur côté, les achats des produits bruts ont chuté de 12,1% à 14,6 milliards de dirhams, recouvrant une baisse des importations de soufres bruts et non raffinés (-32,6%) et de bois bruts (-23,7%).

A contrario, les importations de produits alimentaires ont progressé de 22% à 43,4 milliards de dirhams, suite à la hausse des achats de blé (+4,3 milliards de dirhams) et d'orge (+1,4 milliard de dirhams).

Résilience des transferts des MRE face à la crise

Evolution des transfets MRE à fin septembre
(en milliards de dirhams)



Source: OC; Elaboration: DEPF

A fin septembre 2020, les transferts des MRE ont progressé de 2,2% à 50,6 milliards de dirhams, dépassant largement les transferts de ces quatre dernières années. Cette évolution trouve son origine non seulement dans l'esprit de solidarité des MRE envers leurs familles résidant au Maroc, mais également dans l'effet de rattrapage des envois après le déconfinement en Europe.

Pour leur part, les recettes de voyages, principale composante des exportations de services, ont régressé de 59,5% pour ressortir à 24,4 milliards de dirhams.

Par ailleurs, le flux net des Investissements Directs Etrangers (IDE) au Maroc a atteint 10,8 milliards de dirhams, en baisse de 28,3%. Ce résultat s'explique par une baisse des recettes (-27,5% à 18,4 milliards de dirhams), atténuée par le repli des dépenses (-26,2% à 7,6 milliards).

D'un autre côté, le flux des Investissements Directs Marocains à l'Etranger (IDME) s'est rétracté de 55% à plus de 3 milliards de dirhams, traduisant la hausse des recettes des investissements à l'étranger (+1,4 milliard de dirhams), conjuguée à la baisse des dépenses (-28,5%).

4. FINANCES PUBLIQUES (HORS TVA DES COLLECTIVITÉS LOCALES)

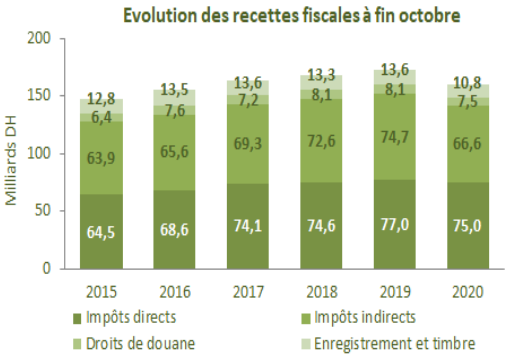
Dans un contexte marqué par la poursuite, depuis le mois de juin, de la levée progressive des restrictions imposées à l'activité économique nationale dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, la situation des charges et ressources du Trésor fait ressortir un creusement, en glissement annuel, du déficit budgétaire de 38,5% ou de 14 milliards de dirhams pour se situer à 50,5 milliards de dirhams à fin octobre 2020. Cette évolution incorpore, particulièrement, un recul des recettes ordinaires de 8,8% et une hausse des dépenses ordinaires de 4,7%.

Poursuite de l'atténuation du repli des recettes fiscales

Au terme des dix premiers de 2020, le taux de réalisation des recettes ordinaires, par rapport aux prévisions de la Loi de Finances Rectificative 2020 (LFR), s'est établi à 81%. Elles ont atteint 180,3 milliards de dirhams, en baisse de 8,8% par rapport à fin octobre 2019. Ce recul a concerné aussi bien les recettes fiscales que celles non fiscales.

-2,6%

Impôts directs



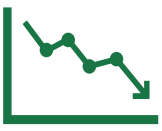
Source: MEF, Elaboration DEPF

A fin octobre 2020, les recettes fiscales ont été exécutées à hauteur de 86,1% et ont enregistré une baisse de 7,7% pour se situer à 159,9 milliards de dirhams. Ce repli est attribuable aux restrictions imposées à l'activité économique dans le cadre du confinement sanitaire intervenu entre le 20 mars et le 10 juin 2020. Toutefois, la reprise graduelle de certaines activités économiques a eu un impact positif sur les recettes fiscales dont le rythme baissier s'est atténué à partir du mois de juin 2020.

Les recettes des impôts directs, réalisées à hauteur de 85,7%, ont reculé de 2,6% pour se situer à 75 milliards de dirhams. Cette évolution est attribuable, essentiellement, à la baisse des recettes de l'IR de 5% à 33,6 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 84%. En revanche, les recettes de l'IS ont augmenté de 1% à 38,1 milliards de dirhams, soit un taux d'exécution de 88,8%, vu que cet impôt est basé essentiellement sur les résultats de 2019.

De leur côté, les recettes des impôts indirects ont baissé de 10,8% pour s'établir à 66,6 milliards de dirhams, enregistrant un taux d'exécution de 85,7%. Cette évolution incorpore le repli tant des recettes de la TVA que de celles des TIC.

-10,8%



Impôts indirects

Les recettes de la TVA ont reculé de 10,6% pour se situer à 44,9 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 89,5%. Cette évolution recouvre une baisse des recettes de la TVA intérieure de 1,2% à 17,3 milliards de dirhams et de celles de la TVA à l'importation de 15,7% à 27,6 milliards de dirhams.

Pour leur part, les recettes des TIC se sont repliées de 11,3% pour se situer à 21,7 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 78,7%, consécutivement au recul des recettes des TIC sur les produits énergétiques de 15,5% à 11,5 milliards de dirhams et de celles des TIC sur les tabacs manufacturés de 6,2% à 8,8 milliards de dirhams.

S'agissant des recettes relatives aux droits d'enregistrement et timbre, elles ont reculé de 20,5% pour se situer à 10,8 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 85,1%. De même, celles afférentes aux droits de douane se sont repliées de 6,7% pour s'établir à 7,5 milliards de dirhams, soit un taux d'exécution de 94,7%.

Les recettes non fiscales, quant-à-elles, ont baissé de 17% pour se situer à 17,9 milliards de dirhams, se concrétisant à hauteur de 53%. Cette évolution recouvre, notamment, la baisse des recettes en provenance des établissements et entreprises publics de 8,7% à 8,1 milliards de dirhams (55,4% des prévisions de la LFR) et la non réalisation d'opérations de privatisation à fin octobre 2020, atténuées par la hausse des autres recettes non fiscales de 19,3% à 9,7 milliards de dirhams (51,2% des prévisions de la LFR), notamment, les fonds de concours (+4,2 milliards de dirhams à 4,8 milliards).

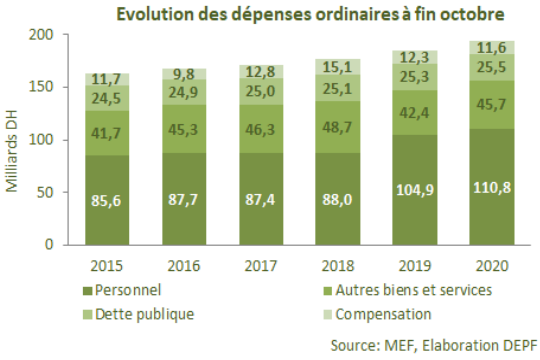
Hausse des dépenses ordinaires, particulièrement, celles de biens et services

+4,7%

Dépenses ordinaires

A fin octobre 2020, les dépenses globales ont reculé de 1,4% pour se situer à 230,7 milliards de dirhams, incorporant une hausse des dépenses ordinaires, compensé par le recul des dépenses d'investissement et le raffermissement de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor.

Le taux d'exécution des dépenses ordinaires, par rapport prévisions de la Loi de Finances Rectificative 2020, a été maitrisé à 81,5%, pour se situer à 193,6 milliards de dirhams à fin octobre 2020, enregistrant une hausse de 4,7%. Cette évolution a concerné ses différentes composantes à l'exception des charges de compensation. Les dépenses de biens et services se sont accrues de 6,3% et se sont concrétisées à hauteur de 79,3%, pour s'établir à 156,5 milliards de dirhams.



Source: MEF, Elaboration DEPF

Cette évolution recouvre un accroissement des dépenses de personnel de 5,7% à 110,8 milliards de dirhams, soit un taux d'exécution de 81,5%, et de celles des autres biens et services de 8% à 45,7 milliards de dirhams, soit un taux de réalisation de 74,5%.

+6,3%

Dépenses B&S

De leur côté, les charges en intérêts de la dette, exécutées à hauteur de 89,9%, ont enregistré une légère hausse de 0,5% pour atteindre 25,5 milliards de dirhams, incorporant une augmentation de celles de la dette extérieure de 8,2% à 3,3 milliards de dirhams, atténuée par la légère baisse de celles de la dette intérieure de 0,6% à 22,2 milliards de dirhams.

En revanche, les charges de compensation ont reculé de 5,7% pour se situer à 11,6 milliards de dirhams, enregistrant un taux de réalisation de 97,8%, en relation avec la baisse des cours mondiaux de gaz butane. Elles ont représenté 6% des dépenses ordinaires contre 6,7% l'année dernière.

Au total, l'évolution des recettes et des dépenses ordinaires à fin octobre 2020 a dégagé un solde ordinaire négatif de 13,4 milliards de dirhams, après qu'il ait été positif de 12,7 milliards de dirhams à fin octobre 2019.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles ont reculé de 6,1% pour s'établir à 49,8 milliards de dirhams, enregistrant un taux de réalisation par rapport aux prévisions de la LFR de 70,3%. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse des dépenses au titre des budgets ministériels.

Poursuite du creusement du déficit budgétaire

41,9 Mds DH

Financement intérieur

Tenant compte du raffermissement de l'excédent des comptes spéciaux du Trésor qui a plus que triplé pour atteindre 12,7 milliards de dirhams, dont 8,5 milliards de dirhams dégagé par le Fonds spécial de gestion de la pandémie Covid-19, la situation des charges et ressources du Trésor à fin octobre 2020 fait ressortir une aggravation du déficit budgétaire de 38,5% ou de 14 milliards de dirhams pour se situer à 50,5 milliards de dirhams. Toutefois, hors Fonds Gestion Covid-19, le déficit budgétaire s'est creusé de 61,7% ou de 22,5 milliards de dirhams pour s'établir à 58,9 milliards.

Eu égard à la baisse des dépenses en instance de 5,6 milliards de dirhams, le besoin de financement du Trésor s'est établi à 56,1 milliards de dirhams, en hausse de 23,2%. Pour combler ce besoin, et compte tenu d'un flux net extérieur positif de 14,2 milliards de dirhams, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 41,9 milliards de dirhams.

5. FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Amélioration notable des avoirs officiels de réserve

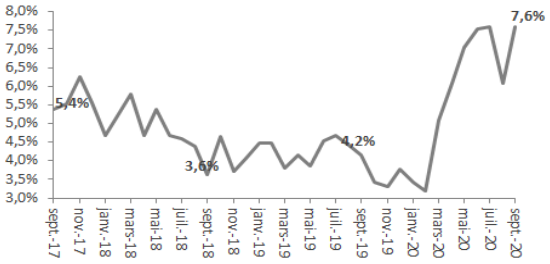
+7,6%

Masse monétaire

À fin septembre 2020, la masse monétaire (M3) a augmenté, en glissement mensuel, de 0,9% pour atteindre 1.444,6 milliards de dirhams après une baisse de 0,7% à fin août 2020. Cette évolution a résulté, surtout, de l'appréciation des avoirs officiels de réserve (AOR), ainsi que de l'accroissement des créances nettes sur l'administration centrale et des crédits bancaires.

En glissement annuel, le rythme d'accroissement de la masse monétaire s'est accéléré, se situant à +7,6% après +6,1% à fin août 2020 et +4,2% à fin septembre 2019. L'amélioration enregistrée comparativement à l'année précédente recouvre, particulièrement, l'amélioration du rythme de progression des avoirs officiels de réserve et des créances nettes sur l'administration centrale et dans une moindre mesure de celui des crédits bancaires.

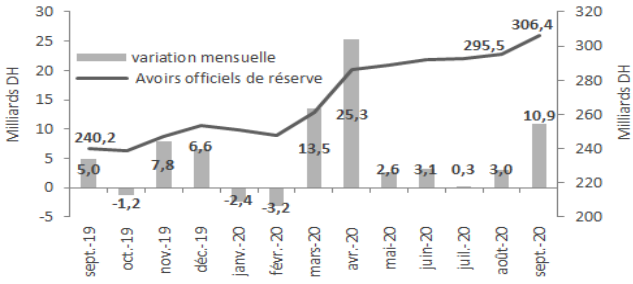
Evolution de la masse monétaire (g.a)



Source: BAM, Elaboration DEPF

Les avoirs officiels de réserve (AOR) se sont appréciés, en glissement mensuel, de 3,7% ou de 10,9 milliards de dirhams pour atteindre 306,4 milliards de dirhams à fin septembre 2020, après une hausse de 1% ou de 3 milliards à fin août 2020. Cette évolution est en relation avec l'encaissement des recettes en devises au titre de l'emprunt obligataire du Trésor sur le marché financier international de 1 milliard d'euros. Elles ont représenté l'équivalent de 7 mois et 16 jours d'importations de biens et services après 7 mois et 8 jours le mois précédent et 5 mois et 4 jours à fin septembre 2019.

Evolution des avoirs officiels de réserve



Source: BAM, Elaboration DEPF

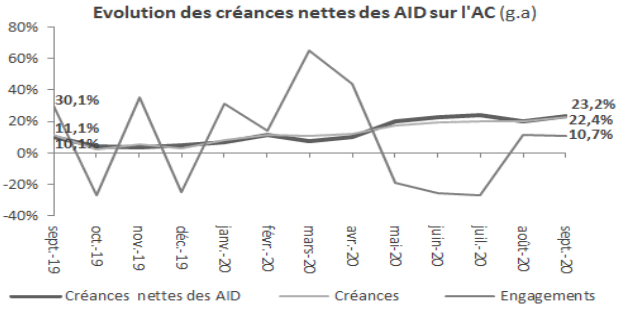
Compte tenu de cette évolution, le rythme de progression, en glissement annuel, des avoirs officiels de réserve a poursuivi son amélioration, se situant à +27,5% ou +66,2 milliards de dirhams après +25,6% ou +60,3 milliards le mois précédent et après +5,3% ou +12,1 milliards de dirhams l'année dernière.

7 mois et 16 jours d'importation (B&S)

AOR

Pour ce qui est des créances nettes des institutions de dépôt sur l'administration centrale (AC) , elles ont augmenté par rapport au mois précédent de 2,4% pour atteindre 252,9 milliards de dirhams à fin septembre 2020, après une stagnation à fin août 2020.

Evolution des créances nettes des AID sur l'AC (g.a)



Source: BAM, Elaboration DEPF

En glissement annuel, le rythme de progression de ces créances s'est accéléré, s'établissant à +23,7% après +19,9% à fin août 2020 et +9,7% l'année précédente. L'évolution enregistrée par rapport à l'année précédente est en relation avec l'accélération des recours du Trésor aux Autres Institutions de Dépôts (AID), enregistrant une hausse de 23,2% après une augmentation de 10,1% à fin septembre 2019.

L'évolution de ces recours recouvre l'effet conjoint de l'accélération du rythme de hausse des créances des AID sur l'AC (+22,4% après +11,1% l'année précédente), en relation avec l'accroissement de leur portefeuille en bons du Trésor de 29,8% après une léger recul de 0,6% un an auparavant, conjuguée au ralentissement de la hausse de leurs engagements vis-à-vis de l'AC à +10,7% après +30,1% l'année précédente.

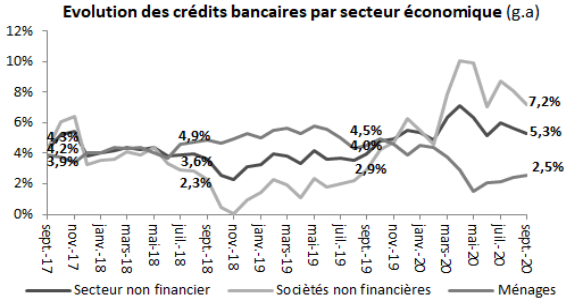
+5,2%

Crédits bancaires

S'agissant des crédits bancaires, ils ont augmenté, en glissement mensuel, de 1% pour se situer à 945,2 milliards de dirhams, recouvrant une hausse des crédits aux sociétés financières de 6,7% et une stagnation de ceux au secteur non financier. Par objet économique, cette évolution incorpore, particulièrement, l'augmentation des crédits à caractère financier de 6,6%, des crédits à l'immobilier de 0,3% et à la consommation de 0,2%, alors que ceux de trésorerie et à l'équipement ont reculé de 0,3% chacun.

En glissement annuel, le taux de progression des crédits bancaires s'est amélioré, se situant à +5,2% à fin septembre 2020 après +4,9% le mois précédent et +5,1% l'an dernier. Cette évolution a concerné particulièrement les crédits au secteur non financier qui ont augmenté de 5,3% après +4% l'année précédente, quoique en décélération comparativement au mois dernier (+5,7%), notamment, ceux aux sociétés non financières (+7,2% après +2,9% l'année précédente et +8,1% le mois dernier).

Evolution des crédits bancaires par secteur économique (g.a)



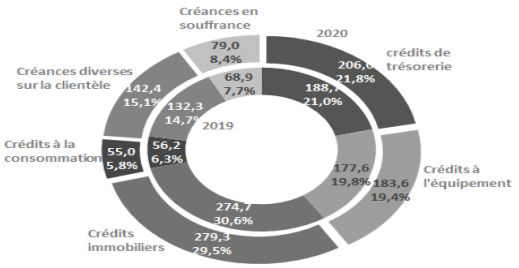
Source: BAM, Elaboration DEPF

En revanche, la croissance des crédits aux ménages poursuit son amélioration d'un mois à l'autre, se situant à +2,5% après +2,4% à fin août 2020 et +2,1% à fin juillet 2020, enregistrant toutefois un ralentissement par rapport à celle enregistrée l'année dernière (+4,5%).

+9,2%

Crédits trésorerie

Evolution des crédits bancaires à fin septembre
(structure et valeur en milliards de dirhams)



Source: BAM, Elaboration DEPF

Par objet économique, l'évolution des crédits bancaires recouvre une accélération des crédits de trésorerie (+9,2% après +6,8% l'année précédente, toutefois en décélération comparativement à l'évolution du mois précédent (+12%)) et des crédits à l'équipement (+3,4% après +3% à fin août 2020 et +3,2% à fin septembre 2019), et la décélération de ceux à l'immobilier (+1,6% après +1,7% à fin août 2020 et +3,4% à fin septembre 2019).

L'évolution de ces derniers incorpore un ralentissement de la croissance des crédits à l'habitat +2,2%, soit le même taux enregistré le mois précédent, après +4,5% l'an dernier et une légère amélioration de ceux aux promoteurs immobiliers de 0,2% après des reculs de 0,5% le mois précédent et de 2% à fin septembre 2019.

En revanche, le repli des crédits à la consommation s'est maintenu à -2,1% après une hausse de 4,2% l'année dernière. La croissance des créances en souffrance, quant-à-elle, s'est accélérée à +14,6% après +12,8% le mois antérieur et +5,1% l'année précédente.

Au niveau des composantes de M3, la hausse de cette dernière, en glissement mensuel, recouvre, notamment, l'augmentation de la monnaie scripturale (+2,1%), des placements à vue (+0,3%) et des titres d'OPCVM monétaires (+4,1%), et le recul de la circulation fiduciaire (-1%) et des comptes à terme auprès des banques (-2,9%).

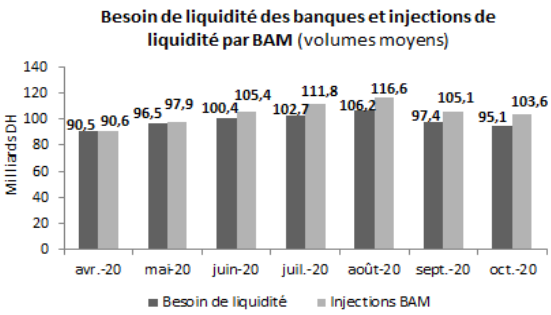
En glissement annuel, l'évolution de M3 recouvre, particulièrement, l'amélioration des rythmes d'accroissement de la circulation fiduciaire (+21,2% après +6,4% un an auparavant), de la monnaie scripturale (+9,5% après +4,3%) et des titres d'OPCVM monétaires (+6% après une stagnation l'année précédente), la décélération de la croissance des placements à vue à +2,3% après +4% un an auparavant, et l'accentuation du recul des comptes à terme auprès des banques à -11,4% après -1,6% l'année dernière.

Concernant les agrégats de placements liquides, leur encours s'est accru, par rapport au mois précédent, de 0,3%, sous l'effet conjoint de la hausse de l'encours des titres d'OPCVM obligataires (PL2) de 0,7%, de la quasi-stagnation de celui des titres d'OPCVM contractuels des titres de créances négociables (PL1) (+0,1%) et de la baisse de celui des titres d'OPCVM actions et diversifiés (PL3) de 0,8%. En glissement annuel, cet encours a augmenté de 6,3% après +7,3% à fin septembre 2019. Cette évolution est en relation avec l'accroissement de l'encours de PL1, PL2 et PL3 respectivement de 3,4%, 11,9% et 1,2%, après +7%, +7,9% et +6,7% l'année précédente.

Atténuation du déficit de liquidité des banques pour le deuxième mois consécutif

103,6 Mds DH

Injection de liquidité (Volume moyen)



Source: BAM, Elaboration DEPF

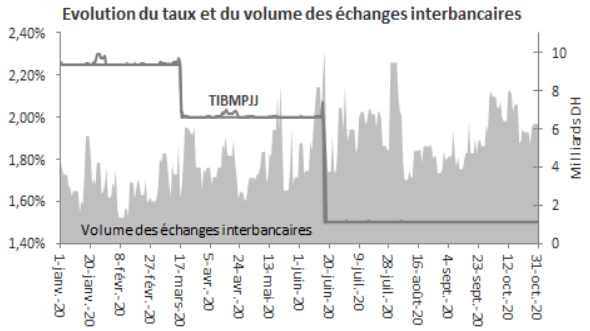
Au cours du mois d'octobre 2020, le besoin de liquidité des banques s'est atténué pour le deuxième mois consécutif, se situant en moyenne à 95,1 milliards de dirhams après 97,4 milliards en septembre et 106,2 milliards en août. Cette évolution est en relation, particulièrement, avec le repli de la monnaie fiduciaire. Dans ce contexte, Bank Al-Maghrib a réduit le volume de ses opérations d'injection de liquidité qui s'est établi en moyenne à 103,6 milliards de dirhams après 105,1 milliards en septembre et 116,6 milliards en août.

Cette baisse a concerné les interventions de la Banque Centrale au titre des opérations de pension livrée (29,6 milliards de dirhams après 39 milliards le mois précédent), de prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME (29,5 milliards de dirhams après 32,6 milliards) et de swap de change (5 milliards de dirhams après 5,6 milliards), alors que le volume moyen des interventions à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre s'est accru, se situant à 39,4 milliards de dirhams après 27,8 milliards le mois dernier.

1,50%

TIMPJJ

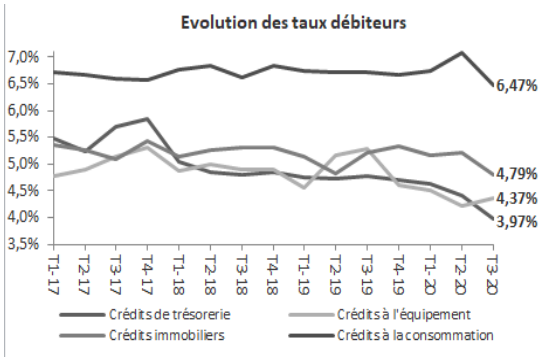
Quant au taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), il maintient depuis le 18 juin une évolution quasi-stable au niveau du taux directeur de 1,50%. En moyenne, il s'est établi à 1,50% en octobre, soit le même niveau enregistré en juillet, août et septembre. S'agissant du volume moyen des transactions interbancaires, il a augmenté par rapport au mois dernier de 31,9% pour s'établir à 6,7 milliards de dirhams.



Source BAM, Elaboration DEPF

6,7 Mds DH

Transactions interbancaires (Volume moyen)

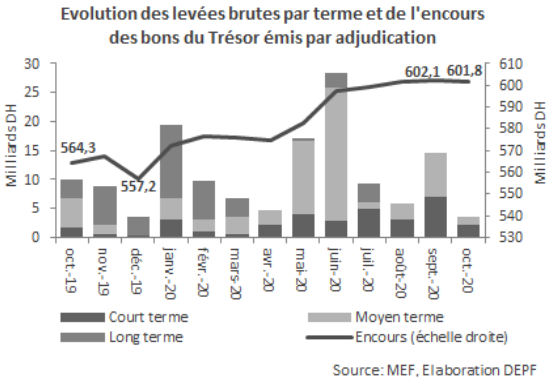


Concernant l'évolution des taux débiteurs, le taux moyen pondéré global a poursuivi sa tendance baissière au troisième trimestre 2020, enregistrant un repli, en glissement trimestriel, de 28 points de base pour se situer à 4,30%. Cette évolution a concerné les taux des crédits à l'immobilier (-43 pb à 4,79%), de trésorerie (-44 pb à 3,97%) et à la consommation (-62 pb à 6,47%). En revanche, ceux des crédits à l'équipement ont augmenté de 16 pb à 4,37%.

Renforcement de la part des maturités courtes au niveau des souscriptions du Trésor

119 Mds DH
(fin octobre)

Levées brutes du Trésor



Source: MEF, Elaboration DEPF

Au cours du mois d'octobre 2020, les levées brutes du Trésor au niveau du marché des adjudications se sont repliées, par rapport au mois précédent, de 75,5% pour se situer à 3,6 milliards de dirhams. Ces levées ont concerné les maturités courtes à hauteur de 62,7% après 47,4% le mois précédent et les maturités moyennes à hauteur de 37,3% après 52,6% le mois dernier, alors que le Trésor n'a pas recouru aux maturités longues depuis le mois d'août 2020.

Les remboursements du Trésor au titre du mois d'octobre 2020 ont reculé par rapport au mois précédent de 72,9% pour s'établir à 3,8 milliards de dirhams. De ce fait, les levées nettes du Trésor ont été négatives de 266,3 millions de dirhams, après qu'elles aient été positives de 395,2 millions le mois précédent.

Au terme des dix premiers mois de 2020, les levées brutes du Trésor se sont accrues, en glissement annuel, de 29,2% pour atteindre 119 milliards de dirhams. Cette hausse a concerné le volume souscrit en maturités courtes et moyennes. Celui des maturités courtes a plus que triplé, passant de 8,7 milliards de dirhams à 30,5 milliards, soit 25,6% des levées après 9,5% l'année précédente. Celui des maturités moyennes s'est apprécié de 57,4% pour atteindre 59,9 milliards de dirhams, prédominant les levées à hauteur de 50,4% après 41,4% l'année dernière. En revanche, le volume levé en maturités longues s'est replié de 36,8% pour se situer à 28,6 milliards de dirhams, pour représenter 24% des levées après 49,2% un an auparavant.

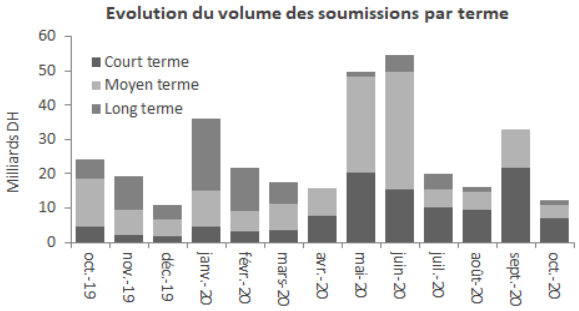
Compte tenu de la légère hausse, en glissement annuel, des remboursements du Trésor de 0,5% pour se situer à 74,3 milliards de dirhams à fin octobre 2020, les levées nettes du Trésor ont plus que doublé par rapport à fin octobre 2019, passant de 18,1 milliards de dirhams à 44,6 milliards.

Eu égard à ces évolutions, l'encours des bons du Trésor émis par adjudication s'est établi à 601,8 milliards de dirhams à fin octobre 2020, enregistrant une quasi-stagnation par rapport à fin septembre 2020 et une hausse de 8% par rapport à fin décembre 2019. La structure de cet encours a été marquée par le recul de la part des maturités longues de 4,1 points, prédominant, toutefois, l'encours à hauteur de 59,3% après 63,4% à fin décembre 2019. En revanche, les parts des maturités courtes et moyennes ont enregistré des hausses de 3,2 et 0,9 points respectivement, se situant à 5,1% et 35,6% après 1,9% et 34,7% à fin décembre 2019.

74,3 Mds DH

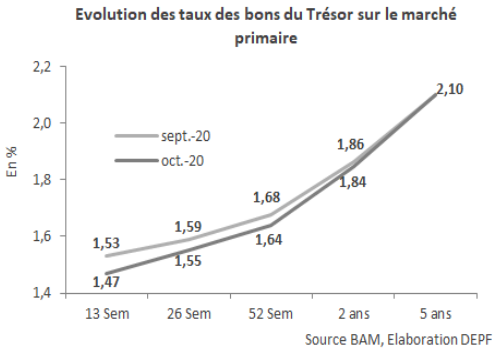
Remboursements du Trésor

S'agissant du volume des soumissions sur le marché des adjudications au titre du mois d'octobre 2020, il a reculé par rapport au mois précédent de 62,8% pour se situer à 12,2 milliards de dirhams. Ce volume a été prédominé par les maturités courtes à hauteur de 58,4% après 66% le mois précédent, devançant les maturités moyennes (31,8% après 34%) et les maturités longues (9,7% après une absence en septembre).



Source: MEF, Elaboration DEPF

Au terme des dix premiers mois de 2020, le volume des soumissions a atteint 276,6 milliards de dirhams, en baisse de 10,5% par rapport à fin octobre 2019. Le volume soumissionné des maturités moyennes a reculé de 19,1% à 119,8 milliards de dirhams, canalisant 43,3% du volume des soumissions après 47,9% l'année précédente. De son côté, celui des maturités longues s'est replié de 50,4% à 53,3 milliards de dirhams, soit 19,3% du volume des soumissions après 34,8% un an auparavant. En revanche, celui des maturités courtes a augmenté de 93,3% à 103,4 milliards de dirhams, pour représenter 37,4% du volume des soumissions contre 17,3% l'année dernière.



Source BAM, Elaboration DEPF

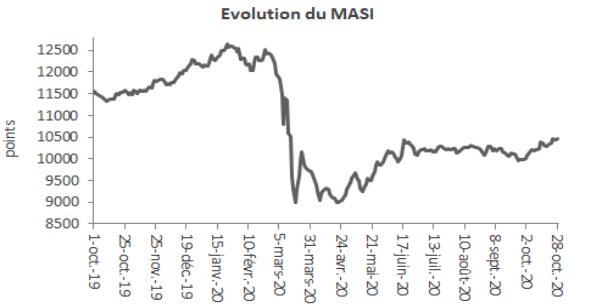
S'agissant de l'évolution des taux moyens pondérés primaires des émissions des bons du Trésor au titre du mois d'octobre 2020 et qui ont concerné les maturités courtes et moyennes, ils ont enregistré de légères baisses, comparativement au mois précédent, comprises entre 2 et 6 points de base, à l'exception de celui des bons à 5 ans qui a quasiment stagné à 2,10%.

Amélioration des indicateurs de la Bourse de Casablanca au cours du mois d'octobre

-14,1% et -14,2%
(par rapport à fin décembre 2019)

MASI et MADEX

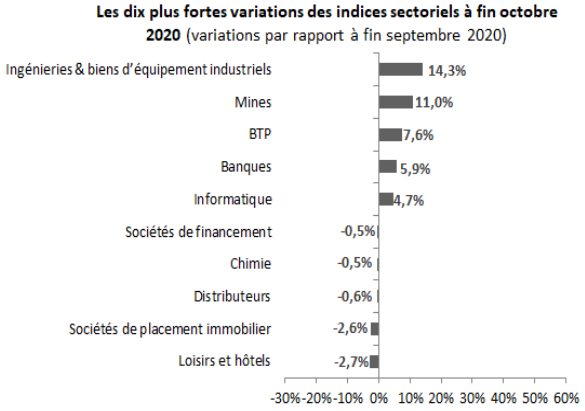
Aucoursdumoisd'octobre2020,lesindicateurs de la Bourse de Casablanca ont enregistré une amélioration comparativement au mois précédent. Les indices MASI et MADEX ont clôturé le mois à 10460,66 et 8508,42 points respectivement, enregistrant des hausses mensuelles de 4,7% et 4,8% après un repli de 1,5% chacun à fin septembre 2020, atténuant leur baisse par rapport à fin décembre 2019 à -14,1% et -14,2% après -17,9% et -18,2% le mois précédent.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Banques : +5,9%
Télécoms : +4%
BTP : +7,6%

Indices sectoriels



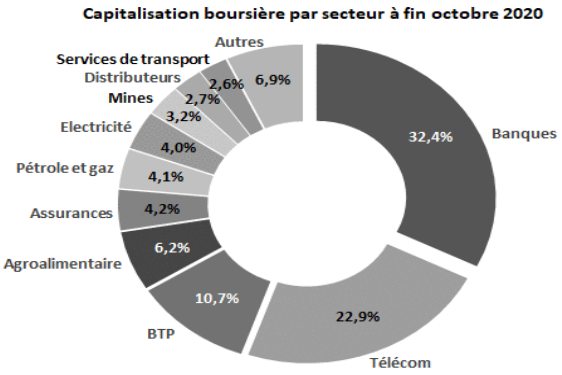
Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

Au niveau sectoriel, parmi les 24 secteurs représentés à la cote de la Bourse de Casablanca, 18 secteurs ont enregistré des performances positives par rapport à fin septembre 2020, dont particulièrement, les indices des secteurs des ingénieries et biens d'équipement industriels (+14,3%), des mines (+11%), du BTP (+7,6%) et des banques (+5,9%). Les performances négatives du mois ont concerné, notamment, les indices des secteurs des loisirs et hôtels (-2,7%) et des sociétés de placement immobilier (-2,6%).

542,3 Mds DH

Capitalisation boursière

S'agissant de la capitalisation boursière, elle s'est établie à 542,3 milliards de dirhams à fin octobre 2020, enregistrant une hausse mensuelle de 4,7% après un recul de 1,3% à fin septembre 2020, ramenant ainsi sa performance depuis le début de l'année à -13,5% après -17,4% le mois précédent. L'amélioration mensuelle a résulté, particulièrement, des contributions positives des secteurs des banques, des télécommunications, du BTP et des mines.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

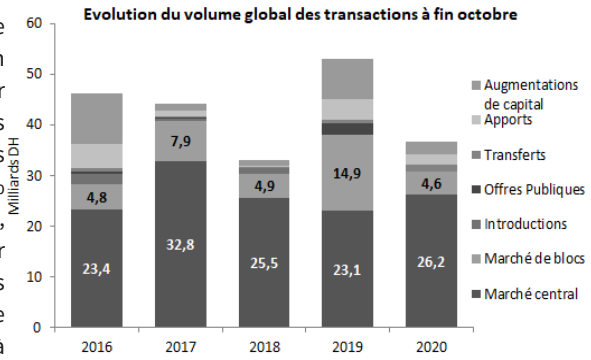
36,8 Mds DH

Volume global des transactions

Le volume global des transactions réalisé au titre du mois d'octobre 2020 demeure faible, s'établissant à 3,6 milliards de dirhams, en hausse de 68,9% par rapport au mois précédent. Ce volume s'est réparti à hauteur de :

- 51,7% pour le marché central où les transactions ont augmenté, en glissement mensuel, de 71,6% pour atteindre 1,8 milliard de dirhams. Les titres Attijariwafa Bank, BCP, Itissalat Al-Maghrib, Label Vie et Cosumar y ont canalisé respectivement 24,7%, 9,3%, 8,6%, 8,3% et 7,4% du volume des transactions en actions ;
- 44,7% pour les apports de titres ;
- 3% pour deux augmentations de capital, l'une par conversion des dividendes (97 millions de dirhams) et l'autre par apport en nature (8,3 millions de dirhams) ;
- 0,7% pour les transferts d'actions.

Au terme des dix premiers mois de 2020, le volume global des transactions a baissé, en glissement annuel, de 30,4% pour se situer à 36,8 milliards de dirhams. Le volume des échanges sur les marchés central et de blocs a reculé par rapport à fin octobre 2019 de 19% pour s'établir à 30,8 milliards de dirhams, recouvrant un repli de celui enregistré sur le marché de blocs de 69,4% à 4,6 milliards de dirhams, atténué par l'accroissement de celui réalisé sur le marché central de 13,7% à 26,2 milliards de dirhams.



Source: Bourse de Casablanca, Elaboration DEPF

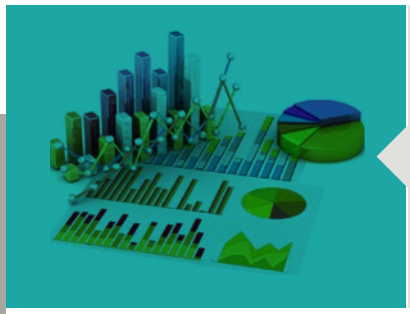


TABLEAU DE BORD

N° : 285 Tableau de bord de l'économie marocaine

Agrégats de la comptabilité nationale(1)	2017	2018	2019
Produit Intérieur Brut(aux prix de l'année précédente) (base 2007)	4,2	3,1	2,5

Echanges extérieurs (millions de Dhs)	sept-19	sept-20	(%)
Importations globales	366 887	307 495	-16,2
Produits énergétiques	57 716	37 754	-34,6
Produits finis d'équipement	95 331	78 593	-17,6
Produits alimentaires	35 561	43 380	22,0
Exportations globales	212 056	187 099	-11,8
Phosphate et dérivés	38 678	37 906	-2,0
Automobile	58 594	49 149	-16,1
Déficit commercial	-154 830	-120 396	-22,2
Taux de couverture (en %)	57,8	60,8	
Transferts MRE	49 525	50 593	2,2
Recettes voyages	60 230	24 383	-59,5
Recettes des IDE	25 387	18 412	-27,5

Monnaie (millions de Dhs)	sept-19	sept-20	(%)
Agrégat M3	1 342 500	1 444 560	7,6
Avoirs officiels de réserve	240 202	306 367	27,5
Créances nettes sur l'administration centrale	204 493	252 927	23,7
Créances sur l'économie	1 057 481	1 115 121	5,5
Dont : Crédits des AID	902 731	950 152	5,3
Crédits immobiliers	274 737	279 252	1,6
Crédits à l'équipement	177 619	183 632	3,4
Crédits à la consommation	56 156	54 960	-2,1

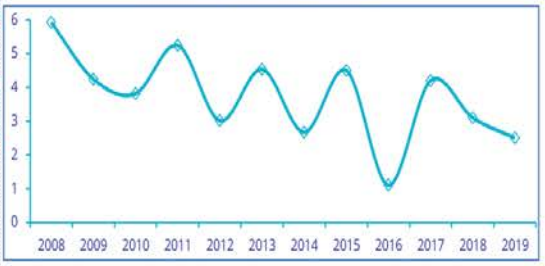
Bourse	oct-19	oct-20	(%)
MASI	11 484	10 461	-8,9
MADEX	9 359	8 508	-9,1
Volume des transactions (2) (millions de Dhs)	37 987	30 780	-19,0

Indice des prix à la consommation (100=2017)	sept-19	sept-20	(%)
Indice des prix à la consommation	101,7	102,4	0,7
Produits alimentaires	101,2	102,3	1,1
Produits non alimentaires	102,0	102,4	0,4

Taux de change (en MAD)	oct-19	oct-20	(%)
Euro	10,68	10,84	1,54
Dollar américain US$	9,66	9,20	-4,66

Taux d'intérêt (dernières émissions)	déc-19	oct-20	Pb 100
Taux adjudications (52 semaines)	2,26	1,64	-62
(2 ans)	2,29	1,84	-45
(5 ans)	2,41	2,10	-31
(10 ans)	2,74	2,39	-35
(15 ans)	3,02	2,90	-12

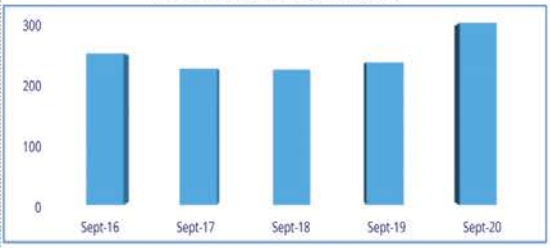
Croissance du PIB (base 2007) en volume



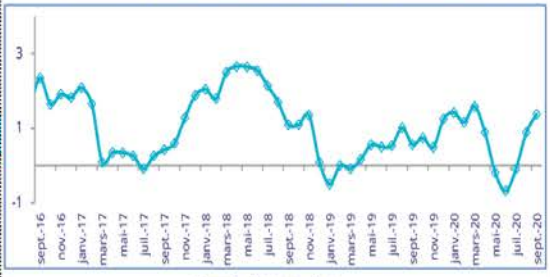
Exportations et importations de marchandises (milliards Dhs)

Recettes voyages et recettes MRE (en milliards de DHs)

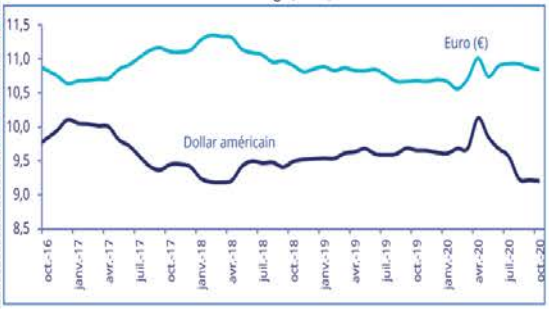
Avoirs officiels de réserve (milliards de Dh)



Variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (en %)



Taux de change (en Dhs)

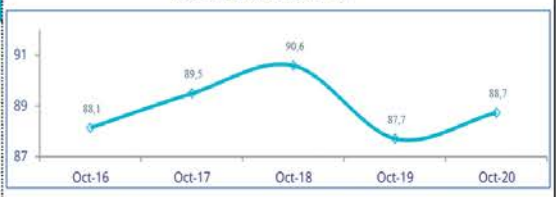


Finances publiques (hors TVA des CL)	oct-19	oct-20	(%)
Recettes ordinaires (R.O) (en milliards de Dhs)	197 634	180 258	-8,8
Recettes fiscales	173 339	159 941	-7,7
Impôts directs	77 021	75 037	-2,6
IS	37 732	38 110	1,0
IR	35 410	33 628	-5,0
Impôts indirects	74 710	66 622	-10,8
TVA	50 201	44 876	-10,6
TIC	24 509	21 746	-11,3
Droits de douane	8 054	7 513	-6,7
Enregistrement et timbre	13 553	10 769	-20,5
Recettes non fiscales	21 507	17 857	-17,0
Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	8 921	8 142	-8,7
Dépenses ordinaires (D.O)	184 894	193 615	4,7
Biens et services	147 247	156 545	6,3
Personnel	104 892	110 820	5,7
Autres biens et services	42 355	45 725	8,0
Dette publique intérieure	22 305	22 177	-0,6
Dette publique extérieure	3 038	3 289	8,2
Compensation	12 304	11 604	-5,7
Investissement	53 032	49 781	-6,1
Activités sectorielles	**juin-19**	**juin-20**	**(%)**
Parc global de la téléphonie mobile (milliers)	45 213	45 516	0,7
Taux de pénétration (%)	127,1	128,7	
Parc global de la téléphonie fixe (milliers)	2 069	2 249	8,7
Parc total des abonnés Internet (milliers)	23 568	27 207	15,4
Débarquements de la pêche côtière (en mille tonne)	591	546	-7,5
Débarquements de la pêche côtière (en millions DH)	3 955	3 328	-15,9
	août-19	**août-20**	**(%)**
Nuitées dans les EHC[4] (en milliers)	16 984	5 653	-66,7
Arrivées de touristes (y compris MRE) (en milliers)	9 267	2 132	-77,0
	sept-19	**sept-20**	**(%)**
Energie appellée nette (GWh)	29 386	28 816	-1,9
Consommation d'électricité (GWh)	23 133	22 498	-2,7
Trafic portuaire géres par l'ANP (mille tonnes)	65 962	70 537	6,9
Chiffre d'affaires à l'exportation de l'OCP (millions Dhs)	38 678	37 906	-2,0
	oct-19	**oct-20**	**(%)**
Ventes de ciment (mille tonnes)	11 400	9 976	-12,5
Emploi	**T3-2018**	**T3-2019**	**T3-2020**
Taux d'activité	45,0	44,9	43,5
Taux de chômage	9,3	9,4	12,7
Urbain	13,1	12,7	16,5
Diplômés	17,7	16,7	20,0
Agés de 15 à 24 ans	41,9	39,9	46,7
Variation des indices de la production (3)	**T2-2019**	**T2-2020**	**(%)**
Mines	131,6	141,6	7,6
Industries manufacturieres hors raffinage de pétrole	115,5	90,8	-21,4
Produits des industries alimentaires	114,4	113,2	-1,0
Fabrication de textiles	100,7	55,7	-44,7
Produits de l'industrie automobile	143,0	61,4	-57,1
Electricité	129,1	112,7	-12,7

(1) Taux de variation, Source HCP
(2) Volume des transactions sur le marché central et sur le marché de blocs
(3) Indice de la production selon la base 2015
(4) EHC : établissements d'hébergement classés

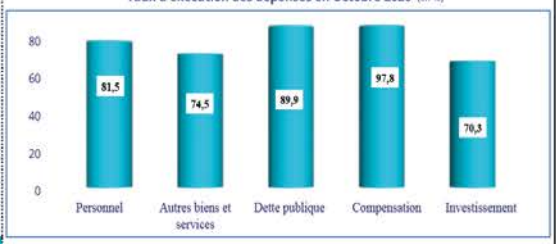
* Chiffres estimés

Recettes fiscales / R.O. (en %)

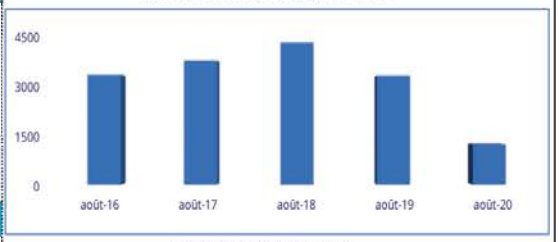


Taux d'exécution des recettes en Octobre 2020 (en %)

Taux d'exécution des dépenses en Octobre 2020 (en %)

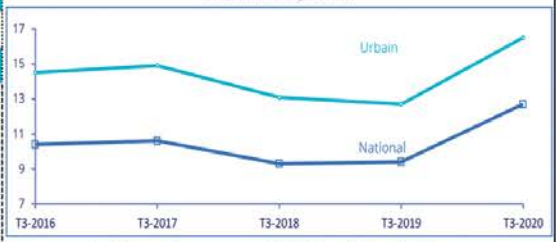


Arrivées de touristes étrangers (en milliers)



Ventes de ciment (mille tonnes)

Taux de chômage (en %)



Variation en glissement annuel des indices de la production

Note de conjoncture

DEPF

Boulevard Mohamed V. Quartier
Administratif, Rabat-Chellah
Maroc

Téléphone : (+212) 537.67.74.15/16
Télécopie : (+212) 537.67.75.33
E-mail : depf@depf.finances.gov.ma

ISSN: 2605-6321
Dépôt Légal : 2018PE0005
Impression : Centre de Tirage du MEF